

ÉLECTIONS 2000 > 30 JOURS AVANT LE VOTE

Alliance séduit les bleus du Québec

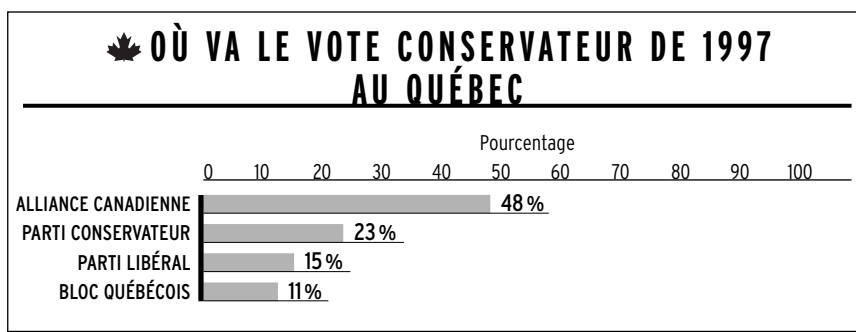
KATIA GAGNON

Depuis quatre jours, dans plusieurs comtés québécois, bloquistes et libéraux font la chasse aux conservateurs. Ces derniers représentaient, aux élections de 1997, plus du cinquième des électeurs au Québec. Ils ne sont plus que trois pour cent. À qui ces conservateurs déçus feront-ils confiance le 27 novembre? Réponse: à l'Alliance canadienne. Près de la moitié (48%) des électeurs conservateurs de 1997 comptent en effet voter pour le parti de Stockwell Day, révèle ce nouveau sondage Ekos-La Presse. Quelque 15% voteront pour les libéraux, 11% pour le Bloc... et 23% pour les conservateurs. Mais les

électeurs conservateurs, devenus alliancistes, se concentrent dans certains comtés majoritairement anglophones, où ils ne font courir aucun risque aux candidats libéraux.

La question cruciale pour plusieurs comtés de la Rive-Sud de Montréal ou la région de Laval demeure donc: où ira le vote conservateur francophone? Les chiffres avantagent les libéraux, disent les sondeurs. Outre les données brutes, plusieurs facteurs pourraient faire pencher la balance du côté libéral.

Si la moitié des électeurs québécois jugent que le Bloc québécois est le mieux placé pour défendre les intérêts du Québec, plus des deux tiers des électeurs conservateurs (70%) croient que le Bloc

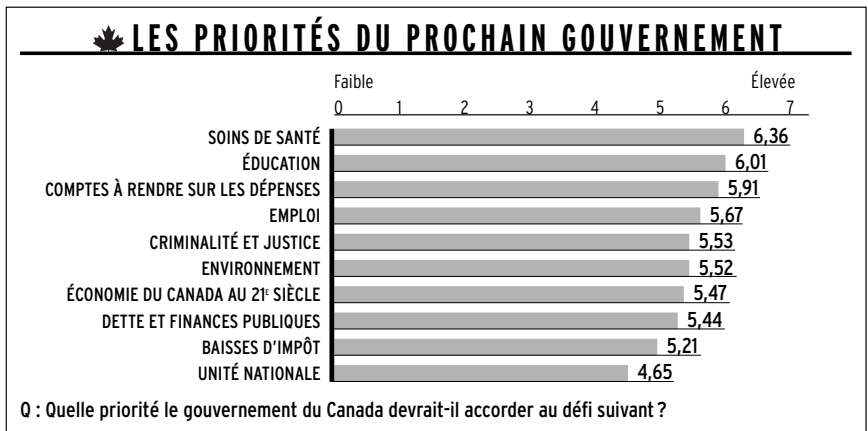


n'est pas le meilleur défenseur des dossiers de la province. La moitié des répondants québécois jugent qu'un vote pour le Bloc n'est pas un vote perdu, mais 67% des électeurs conservateurs sont d'avis contraire.

Cependant, il faut noter que les électeurs conservateurs font davantage confiance à Gilles Duceppe, le chef du Bloc. Près des deux tiers (65%) lui accordent leur confiance, contre 53% pour Jean Chrétien.

Peu de changements

À l'échelle du Québec, les chiffres ont cependant bien peu changé. Les libéraux conservent toujours une légère avance à 43% contre 40 pour le Bloc québécois. L'Alliance a grimpé à 11% et conservateurs et néo-démocrates sont tous deux à 3%. Les priorités des électeurs québécois rejoignent en gros celles des autres Canadiens: la santé vient en tête de liste. Mais la création d'emplois préoccupe davantage les Québécois que les Canadiens des autres provinces: 88% en font une très grande priorité. La loi et l'ordre sont également au menu des priorités des Québécois: 78% jugent cette question très importante.



Les valeurs des Canadiens sont libérales

Un défi pour Stockwell Day

KATIA GAGNON

LES VALEURS véhiculées par l'Alliance canadienne ne semblent pas partagées par les électeurs, si on en croit les résultats du dernier sondage Ekos-La Presse-Toronto Star-Radio-Canada-CBC.

Ainsi, contrairement à Stockwell Day, les répondants pensent que le gouvernement fédéral devrait consacrer ses surplus à de nouveaux investissements dans les programmes sociaux. Pas à des baisses d'impôts.

Rappelons que ce sondage a été réalisé au cours de la dernière semaine auprès de quelque 2300 électeurs canadiens.

Les données qui en ressortent ont de quoi inquiéter le leader de l'Alliance. Lorsqu'on demande aux répondants où le gouvernement fédéral devrait affecter ses imposants surplus, près de la moitié (49%) d'entre eux jugent que le fédéral devrait réinvestir en santé et en éducation. Quelque 27% croient qu'on devrait réduire la dette et seulement 22% estiment que la priorité devrait être la réduction des impôts, comme le martèle Stockwell Day depuis le début de la campagne. Les sondeurs observent d'ailleurs un changement dans les préoccupations des électeurs: il y a quelques années on privilégiait nettement les baisses d'impôts à la réduction de la dette. La tendance s'est inversée.

Autre point noir au dossier du chef allianciste, la majorité des répondants rejette l'idée que les leaders politiques devraient davantage refléter leurs croyances et valeurs religieuses. Près de 70% des électeurs sondés croient que les politiciens devraient faire abstraction de leurs valeurs religieuses. Seulement 26% croient que les politiciens devraient davantage se laisser guider par leur foi.

Sur le terrain de bataille ontarien, crucial pour l'Alliance, 71% des électeurs sondés pensent que

politique et religion ne font pas bon ménage. Or, le chef allianciste, Stockwell Day, n'a jamais fait mystère de ses convictions religieuses. Il s'est même abstenu de faire campagne lors de la journée du déclenchement des élections, consacrant ce dimanche à sa famille et à la prière.

Question de confiance

En revanche, M. Day recueille la confiance des électeurs sur la question des baisses d'impôt et de la gestion des finances publiques. Soixante-neuf pour cent des répondants lui font confiance pour réduire les impôts, contre 60% pour Jean Chrétien. 70% lui font confiance pour réduire la dette, contre 64% pour Jean Chrétien. Mais le problème de l'Alliance, c'est que ce ne sont ni dans des baisses d'impôt ni dans la réduction de la dette où les Canadiens désirent que le fédéral réinvestisse en priorité, mais dans la santé et les programmes sociaux.

Or, le leader de l'Alliance, s'il promet effectivement de réinvestir en santé, est loin de centrer sa campagne sur ce thème, qui semble cher au coeur des électeurs.

Après les épisodes de gaspillage au ministère des Ressources humaines, le chef allianciste réussit cependant à marquer des points sur l'imputabilité du gouvernement fédéral. Le «Shawinigate», comme le qualifie le Bloc, semble avoir fait mal à Jean Chrétien, puisque 63% ont peu confiance dans le PLC sur cette question d'imputabilité gouvernementale. En revanche, les trois quarts des répondants feraient confiance à Stockwell Day.

Quant à Jean Chrétien, il semble avoir remporté un certain succès avec son plan B, puisque 71% des électeurs lui feraient confiance en ce qui a trait à l'unité canadienne. Les électeurs sondés font moins confiance au chef allianciste à ce chapitre, qui recueille l'appui de 54% des Canadiens.



Photos PC

Trois chefs. Gilles Duceppe du Bloc québécois, Alexa McDonough du Nouveau Parti démocratique, et Joe Clark du Parti conservateur. Les deux derniers pourraient bien se retrouver sans parti après les élections.



Conservateurs et néo-démocrates en voie d'extinction

KATIA GAGNON

Le paysage politique canadien pourrait être considérablement modifié le 27 novembre prochain, puisqu'à moins d'un changement radical de tendance, tant le Nouveau Parti démocratique que le Parti conservateur pourraient être virtuellement rayés de la carte électorale.

Les chiffres du sondage Ekos ne sont pas très encourageants pour

les conservateurs et les néo-démocrates. À l'échelle canadienne, les appuis du PC ont fondu de trois pour cent depuis le début octobre. Le NPD s'est à peu près maintenu.

Mais en termes régionaux, les résultats sont inquiétants pour le PC dans les Maritimes, une région pourtant favorable aux conservateurs. Ils sont largement devancés par les libéraux, à 53% contre 19%. Prédiction des sondeurs: un effondrement des tories.

Au Québec, même scénario. Le vote conservateur, qui atteignait 22% aux dernières élections, ne se chiffre plus qu'à un minuscule trois pour cent. En Alberta, le chef con-

servateur Joe Clark se dirige également «vers un sérieux problème» dans son comté de Calgary-Centre, prévient Frank Graves, de la maison Ekos.

Les sondeurs sont cependant un peu plus optimistes pour les néo-démocrates dans les Maritimes. Ils y récoltent 16% des intentions de vote. «On ne peut pas faire la démonstration que le NPD va s'écraser dans les Maritimes», dit Frank Graves. En revanche, en Colombie-Britannique, le NPD a baissé de dix points, en Saskatchewan et au Manitoba de six points.

«Non seulement les conservateurs et les néo-démocrates n'ont

pas réussi à aller chercher une part importante des indécis de début de campagne, mais ils ont perdu certains de leurs électeurs», explique Frank Graves. Pire encore, la moitié des électeurs conservateurs et néo-démocrates indiquent qu'ils pourraient changer d'avis d'ici la fin de la campagne. Près de 56% des conservateurs pourraient aller ailleurs, tout comme 49% des néo-démocrates.

Et où iraient-ils? Difficile à dire, indiquent les sondeurs. Près de la moitié (47%) des électeurs néo-démocrates voteraient, en deuxième choix, pour le Parti libéral de Jean Chrétien, tout comme plus du tiers des voteurs conservateurs (38%).

Le quart des électeurs conservateurs opéreraient pour l'Alliance. Mais attention, dit Christian Boucher, de la firme Ekos: cette question sur le deuxième choix des électeurs n'a pas prouvé son efficacité par le passé. On ne peut donc, selon lui, déduire que l'effondrement des conservateurs et des néo-démocrates viendrait nécessairement augmenter l'ampleur d'une victoire libérale.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courriel électronique: elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 30 JOURS AVANT LE VOTE

« La misère est à son maximum »

Malgré les promesses électorales, le nombre d'enfants pauvres ne cesse d'augmenter

Pendant chaque campagne électorale, une multitude de thèmes sont discutés. Certains, cependant, sont placés au premier plan, tandis que d'autres, pourtant importants, sont négligés ou mal traités. À compter d'aujourd'hui, et tous les samedis jusqu'au scrutin du 27 novembre, *La Presse* publiera un reportage sur un de ces dossiers oubliés.

ANDRÉ NOËL

Pierre Côté sourit de travers quand on lui rappelle la résolution adoptée à l'unanimité par la Chambre des communes il y a 10 ans : « D'ici la fin de la présente décennie, nous devons faire en sorte que les enfants et les adultes du Canada ne soient plus jamais obligés de compter sur les banques d'alimentation ou autres oeuvres de charité pour assurer leur subsistance. »

M. Côté dirige Toujours Ensemble, un organisme communautaire de Verdun. Chaque jour de la semaine, à midi, 37 enfants de l'école primaire Lévis-Sauvé se ruent dans son local. « Quand est-ce qu'on mange ? » demande un petit garçon, qui confie qu'il n'a « pas eu le temps » de déjeuner. À l'arrière de la salle, des cuisinières préparent le repas, financé par la régie régionale de la santé... et des dons de charité.

« Les députés ont fait un beau voeu en adoptant leur résolution, commente M. Côté. Mais dans notre quartier, la pauvreté a augmenté. Il y a trois ans, on distribuait des paniers de provision à 500 familles. Maintenant, 1000 familles sont inscrites à notre banque alimentaire. »

Aux dernières élections fédérales de 1997, le Parti libéral du Canada faisait de la lutte contre la pauvreté (surtout chez les enfants) un de ses principaux chevaux de bataille. Une fois réélu, il a en effet adopté des mesures, comme la Prestation nationale pour enfants : il a augmenté de façon sensible les allocations familiales aux familles pauvres.

Cette année, le gouvernement consacre environ sept milliards de dollars à ce programme, contre cinq milliards il y a trois ans, a souligné Lucienne Robillard, présidente du Conseil du Trésor, au cours d'un entretien avec *La Presse* cette semaine.

« Paul Martin a encore bonifié le programme à son dernier minibudget, a-t-elle ajouté. Prenons un cas concret : l'année dernière, une femme qui élevait seule son enfant et qui avait un revenu de 25 000 \$ recevait une prestation d'environ 1400 \$. L'année prochaine, cette prestation sera majorée de 800 \$. »

Les groupes antipauvreté applaudissent. Mais ils constatent que la mesure est loin d'être suffisante. « Dans les faits, la pauvreté augmente », note Hélène Cornéliier, de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale. « Il reste beaucoup d'efforts à faire, reconnaît Mme Robillard. Mais on commence à voir une augmentation du revenu des familles. »

Statistiques déconcertantes

Les statistiques sont déconcertantes. L'économie roule bien. Depuis 1996, le produit intérieur brut par habitant est passé d'environ 26 000 \$ à 30 000 \$ (en dollars de 1992). Le taux de chômage a baissé, de 9,1 % à 6,8 %. Et pourtant, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté ne cesse d'augmenter.

En 1989, lors de l'adoption de la résolution de la Chambre des communes, un enfant sur sept était pauvre. Aujourd'hui, c'est un sur cinq, souligne Laurel Rothman, de Cam-



Photo ROBERT NADON, La Presse

Sophie Latour et des enfants de l'école Lévis-Sauvé, de Verdun, à un repas financé notamment par des dons de charité : « Nous demandons une contribution mensuelle de 10 \$ aux parents, pour 20 repas, mais celle-ci n'est pas toujours facile à recueillir. »

pagne 2000, une coalition d'une soixantaine de groupes communautaires.

« Depuis 10 ans, le nombre d'enfants vivant dans des familles ayant des revenus inférieurs à 20 000 \$ (en dollars de 1997) a augmenté de 48 %, soit 814 000 enfants contre 550 000 en 1989 », précise Mme Rothman, en citant des données de Statistique Canada.

Chez Moisson Montréal, ces chiffres ont un impact concret : cette méga banque alimentaire (la plus grosse au pays) a distribué des sacs de provision et servi des repas à 165 000 personnes (dont 45 % d'enfants) en mars dernier, contre 100 000 personnes en mars 1997.

« On assiste à une augmentation dramatique des besoins, indique la porte-parole, Marcèle Lamarche. Les libéraux ont parlé de la pauvreté aux dernières élections, parce que c'était payant au niveau électoral. Une fois réélus, ils ont oublié d'agir de façon conséquente. Le gouvernement fédéral ne nous donne aucune aide. »

Quand Moisson Montréal a déménagé son entrepôt dans une vieille fabrique de ciment de Saint-Laurent, en 1997, Mme Lamarche a écrit à Stéphane Dion, député du comté, pour lui demander un soutien financier. « Huit mois plus tard, on n'avait même pas reçu d'accusé de réception, confie-t-elle. Au bout du compte, on nous a dit que le gouvernement n'avait pas de programme pour des services comme le nôtre. »

Robert Cadotte, commissaire scolaire dans Hochelaga-Maisonneuve, attire l'attention sur la dernière carte du Conseil scolaire de l'île de Montréal. « Dans l'ancienne carte, on avait 59 écoles avec plus de 35 % d'enfants pauvres ; maintenant, on en dénombre 123 !

La misère est à son maximum. »

Dans une étude diffusée cet été, le Conseil canadien de développement social souligne un accroissement constant de la pauvreté dans les ménages. « L'une des tendances les plus inquiétantes est que le système fiscal et les transferts du gouvernement n'arrivent plus à endiguer la disparité du revenu entre les ménages riches et les pauvres, déclare Andrew Jackson, directeur de recherche au Conseil. L'écart de revenu après impôts ne fait qu'augmenter. »

Il y a 25 ans, la tranche des 10 % des familles les plus riches avait des revenus 21 fois plus élevés que les 10 % des familles les plus pauvres. Aujourd'hui, les familles les plus riches ont des revenus 314 fois plus élevés, souligne le Centre pour la justice sociale. L'accroissement du PIB ne profite pas à tous.

Même les responsables du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) commencent à se montrer critiques. Année après année, ils décernent au Canada le meilleur score au monde selon l'indice du développement humain. Mais dans son dernier rapport, le PNUD souligne que, « avec 12 % de sa population qui vit en deçà du seuil de la pauvreté, le Canada arrive en neuvième position sur 17 pays industrialisés ». « Le Canada a un effort à faire dans ce domaine là », affirme-t-on au PNUD.

Le gouvernement libéral a peut-être bonifié les allocations familiales, mais d'autres mesures ont aggravé la pauvreté. Ainsi, il a resserré les conditions d'accès à la caisse d'assurance-emploi. Résultat : seulement 42 % des chômeurs ayant versé des cotisations peuvent bénéficier du programme lorsqu'ils perdent leur emploi. Et les presta-

tions sont beaucoup moins élevées qu'avant : 55 % du salaire plutôt que les deux-tiers.

« La moitié des surplus budgétaires du gouvernement fédéral provient du pillage de la caisse de l'assurance emploi, accuse Pierre Paquette, vice-président du Bloc québécois. Des milliers de chômeurs sont acculés au bien-être social pour pouvoir rembourser la dette et baisser les taxes des mieux nantis. »

Le gouvernement fédéral a réduit de façon draconienne les paiements de transfert aux provinces, si bien que celles-ci ont limité leurs dépenses en santé, en éducation et en aide sociale. « Ce n'est pas pour rien qu'on a des surplus budgétaires, reconnaît Lucienne Robillard. C'est parce qu'on s'est serré la ceinture. Il fallait le faire. Mais cette année, les transferts sont revenus à leur niveau de 1993. »

Enfin, les groupes antipauvreté dénoncent la décision du gouvernement fédéral de ne plus financer la construction de logements sociaux. Cette décision a été prise par les conservateurs et mise en vigueur par les libéraux. « En effet, il y a des pressions pour nous réengager dans le logement social, dit Mme Robillard. Dans notre dernier programme d'infrastructures, nous offrons la possibilité aux municipalités de contribuer à la construction de HLM. »

Paul Desrochers, un chômeur de Verdun, a levé les épaules quand un journaliste lui a demandé ce qu'il pensait de la campagne électorale. L'homme de 60 ans sortait de l'église Notre-Dame-de-Lourdes, les bras chargés d'un panier de provision donné par la Société Saint-Vincent de Paul. « Les politiciens promettent beaucoup de choses, mais en pratique ils ne font rien, a-t-il commenté. Je ne crois plus dans leurs belles paroles. »

« Il fallait se serrer la ceinture »

LE PARTI libéral du Canada avait fait de la lutte contre la pauvreté un de ses principaux chevaux de bataille aux élections de 1997. Lucienne Robillard, présidente du Conseil du Trésor et député de Westmount-Sainte-Marie, affirme que son gouvernement a donné la priorité aux enfants.

Q LA PRESSE : Le produit intérieur brut a augmenté depuis 1997, mais la pauvreté aussi. Comment expliquez-vous cela ?

R LUCIENNE ROBILLARD : Il y a toujours un certain décalage. Le revenu familial après impôt commence à peine à progresser. On va assister à une diminution de la pauvreté très bientôt. La situation des aînés s'est déjà améliorée. Depuis trois ans, nous axons nos efforts vers les prestataires qui élèvent des enfants. Nous avons augmenté les prestations aux enfants (allocations familiales) de cinq à sept milliards de dollars. Nous voulons les porter à neuf milliards en 2004. Les familles pauvres peuvent toucher cet argent : voilà une mesure très concrète.

Q Les libéraux ont dénoncé le gouvernement conservateur quand il a cessé de financer la construction de logements sociaux, puis votre gouvernement a mis cette décision en vigueur. Pourquoi ne pas consacrer une partie des surplus budgétaires aux HLM ?

R En effet, c'est la principale mesure que réclament les groupes antipauvreté. Dans notre dernier programme d'infrastructures, nous offrons aux municipalités la possibilité de contribuer à la construction de HLM. Nous n'excluons pas un financement plus important. Par ailleurs, nous avons adopté un plan national pour aider les sans-abri, en partenariat avec les organismes communautaires. Nous commençons à le mettre sur pied.

Q Les compressions dans les transferts sociaux aux provinces et dans le programme d'assurance emploi n'ont-ils pas aggravé la pauvreté ?

R Ce n'est pas pour rien qu'il y a des surplus budgétaires, c'est parce qu'on s'est serré la ceinture. Mais il fallait le faire. Mais les transferts aux provinces sont revenus au niveau qu'ils avaient en 1993. Quant au programme d'assurance-emploi, nous avons déposé un projet de loi pour soutenir les travailleurs saisonniers. Le Bloc québécois s'est opposé à son adoption et il est mort au feuillet. Nous avons l'intention de le déposer à nouveau, après les élections.

« Les libéraux ont d'autres priorités »

LE BLOC québécois consacre une partie importante de son programme à la solidarité sociale. Pierre Paquette, vice-président du parti et candidat dans Joliette, affirme que le gouvernement doit restaurer les programmes sociaux avant de baisser les taxes.

Q LA PRESSE : Le Bloc québécois a été fondé pour faire la promotion de la souveraineté du Québec. La lutte contre la pauvreté est-elle secondaire ?

R PIERRE PAQUETTE : Non. Le refus global de la pauvreté est un des thèmes les plus importants de notre programme. Le gouvernement libéral est directement responsable de l'augmentation de la pauvreté. Il a réduit l'accès à l'assurance-emploi et les transferts sociaux aux provinces. Il refuse de financer la construction de logements sociaux.

Q Mais ce gouvernement n'a-t-il pas augmenté les allocations familiales aux familles pauvres et de la classe moyenne ?

R Oui, mais l'impact de cette mesure est très faible. Les libéraux ont d'autres priorités. Le minibudget de Paul Martin (ministre des Finances) l'a montré. Les réductions d'impôt sont 40 fois plus importantes pour un contribuable qui a un revenu annuel de 250 000 \$ que pour un contribuable qui a un revenu de 30 000 \$.

Q Le Bloc québécois s'oppose-t-il aux baisses d'impôt ?

R Non. Mais, contrairement à l'Alliance canadienne, on ne part pas du principe qu'il faut d'abord réduire les impôts. Nous estimons que les surplus budgétaires s'élèveront à 147 milliards de dollars dans les cinq prochaines années. Nous demandons que la moitié de ces surplus soient dédiés à la lutte à la pauvreté.

Q Quelles mesures concrètes proposez-vous ?

R Rétablir le programme d'assurance-emploi pour permettre que 70 % des cotisants soient couverts (et non 42 %). Indexer le transfert social canadien. Investir un pour cent des dépenses fédérales dans la construction de logements sociaux. Augmenter les pensions de vieillesse. Retourner au Québec les sommes de la caisse d'assurance-emploi dévolues aux congés parentaux, le Québec ayant un programme plus généreux. Après toutes ces mesures, les surplus seront de 73 milliards : ils pourront servir à rembourser la dette et à baisser les impôts de la classe moyenne.

« Il faut créer des emplois »

L'ALLIANCE canadienne a désigné sa candidate dans Ahuntsic, Eugénia Romain, comme porte-parole sur les questions de la pauvreté au Québec. Lors de l'entrevue, Mme Romain, qui a été candidate du Bloc québécois en 1993, ne semblait pas avoir lu le programme de son parti...

Q LA PRESSE : Que proposez-vous pour combattre la pauvreté ?

R EUGENIA ROMAIN : La principale mesure, c'est de créer des emplois. Ainsi, il y aura moins de chômeurs. Un gouvernement de l'Alliance canadienne va donner des subventions aux petites et moyennes entreprises. Il faut stimuler la création de PME pour combattre le chômage. (Le programme du parti se lit ainsi : « Un gouvernement de l'Alliance canadienne mettra fin aux subventions aux entreprises, car ce n'est tout simplement pas le rôle du gouvernement de choisir quelles compagnies seront privilégiées, au détriment des autres. »)

Q Suggérez-vous d'autres mesures que les subventions aux PME ?

R Le gouvernement doit accorder des crédits d'impôt aux mères, pour qu'elles soient plus près des enfants. (Le programme de l'Alliance se lit ainsi : « Le plan de Stockwell Day — le chef du parti — pour une fiscalité juste profitera à toutes les familles grâce à une déduction annuelle de 3000 \$ par enfant. Tout parent qui a un enfant de moins de 16 ans aura droit à cette déduction. Pas de reçus. Pas de questions. »)

Q Favorisez-vous une augmentation ou une réduction des programmes sociaux ?

R L'aide sociale n'est pas une façon de subvenir aux besoins des enfants. Mais fondamentalement, je crois que le gouvernement fédéral doit donner l'autonomie aux provinces sur les questions sociales. Il doit dire aux provinces : je vous donne tant, et faites ce que vous voulez. (Le programme de l'Alliance favorise une réduction accrue du programme d'assurance-emploi : « Nous voulons que le recours à l'assurance-emploi soit plus court et moins fréquent. Les travailleurs et les employeurs qui font moins appel au système paieront des cotisations moindres. » Le programme appelle à une réduction des charges sociales. D'un autre côté, l'Alliance promet d'augmenter le financement des soins de santé et d'assurer un financement stable et à long terme des provinces.)

ÉLECTIONS 2000 > 30 JOURS AVANT LE VOTE

PENDANT CE TEMPS...

Avec Joe Clark

Où est Allan Thompson? Nombreux d'entre vous allez rétorquer: « Mais d'abord, qui est-il? » Thompson est ce journaliste du *Toronto Star* qui a fait bien malgré lui la manchette, quelques jours avant le déclenchement de la campagne électorale, lorsque le premier ministre Jean Chrétien l'a saisi par le poignet et lui a demandé de s'enlever de son chemin en haut d'un escalier du Parlement. Bon, alors où est Thompson? Avec Joe Clark. C'est ce que nous en concluons à la lecture de ses articles publiés au cours des derniers jours. Jeudi par exemple, il signalait un papier résumant la plate-forme des conservateurs en matière budgétaire.

Combinaison gagnante

La combinaison de plongée en néoprène que portait Stockwell Day lorsqu'il a convoqué une conférence de presse au bord d'un lac au lendemain de son élection dans le comté d'Okanagan-Coquihalla constitue une combinaison gagnante pour la recherche sur le cancer du sein. Le chef de l'Alliance canadienne a annoncé qu'une somme de 794,31 \$ avait été recueillie après que cette combinaison fut vendue à un homme d'affaires de Winnipeg sur le site Internet de vente aux enchères ebaycanada.com. Il a remis cette somme à un organisme s'occupant de recherche sur le cancer du sein. L'Alliance s'est bien sûr empressée d'annoncer cette nouvelle sur son site Web. L'homme d'affaires qui a acquis la précieuse combinaison a annoncé qu'il la remettrait en vente d'ici quelques semaines dans le but d'amasser des fonds pour une banque alimentaire de la capitale manitobaine.

Une looongue journée d'élections

En 1872, la journée d'élections tenue au Canada a duré 84 jours! Du 20 juillet au 12 octobre. C'est beaucoup plus long que la campagne électorale actuelle qui dure 36 jours. En raison des moyens limités de compilation et de transmission des données, la tenue du scrutin était beaucoup plus complexe à l'époque. L'élection générale de 1872 était la seconde à se tenir dans l'histoire du pays. A la première élection, en 1867, le scrutin avait duré du 7 août au 20 septembre, soit 44 jours. Après ces deux premières campagnes électorales, la journée d'élections est revenue à une durée normale d'un jour. Heureusement! Imaginez si le dépouillement des bulletins de vote durait trois mois aujourd'hui. Il serait difficile de parler sur le moment où Bernard Derome annoncerait son célèbre « Si la tendance se maintient... »

Le RAP de la gauche

Pendant que la campagne électorale bat son plein sur la scène fédérale, un nouveau parti politique est en voie de formation au Québec. Le Rassemblement pour l'Alternative politique (RAP) tiendra son congrès de fondation les 24, 25 et 26 novembre prochain et entend être très présent aux prochaines élections provinciales au Québec. Souhaitant « élargir l'espace politique et social à gauche du Parti québécois », le RAP a pour objectif de « consolider et développer les assises d'une gauche démocratique large au Québec pouvant faire face à la résurgence de la droite et contrer ses politiques néo-libérales ». Dans les faits, le RAP existe depuis trois ans et a présenté sept candidats (considérés indépendants) à l'élection de 1998, dont le syndicaliste Michel Chartrand. —André Duchesne

LES CHEFS AUJOURD'HUI

LE PREMIER ministre et chef libéral, Jean Chrétien, fera sa première visite au Québec de la campagne, en passant la journée dans la Vieille capitale. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, fait campagne en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, dans un comté que les libéraux aimeraient bien ravir au Bloc. Le chef conservateur, Joe Clark, fait campagne dans son comté de Calgary-Centre. Le leader de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, est en Colombie-Britannique, territoire fertile pour son parti. Le chef du NPD, Alexa McDonough, fait elle aussi campagne en Colombie-Britannique.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courriel électronique: elections@lapresse.ca

HAINES, REPROCHES, ÉGOÏSME

McDonough et Clark s'en prennent à Alliance

d'après PC

Faisant campagne dans l'Ouest, le leader du NPD, Alexa McDonough, et le chef du Parti conservateur, Joe Clark, ont eu des mots très durs envers l'Alliance canadienne, critiquant sévèrement ses politiques et son chef Stockwell Day.

Pour Alexa McDonough, les politiques de l'Alliance canadienne sont basées sur la haine, les reproches et l'égoïsme, une attitude mesquine qui ne reflète pas les valeurs de la plupart des citoyens canadiens.

Mme McDonough, qui a dirigé ses attaques contre les libéraux pendant presque toute la première semaine de la campagne électorale, a changé de cible hier, alors qu'elle visitait une ferme céréalière en Saskatchewan.

Les politiques de l'Alliance ne reposent que sur une question: « Je pense à moi, rien qu'à moi, et tant pis pour tous les autres », at-elle dénoncé.

La leader du NPD ne reconnaît guère plus de qualités aux libéraux, auxquels elle reproche de réduire les impôts aux dépens des programmes d'aide aux familles à revenus moyens. Les deux partis, dit-elle, tournent le dos aux agriculteurs, qui reçoivent peu d'aide gouvernementale pour tenter de soutenir la concurrence des producteurs subventionnés des États-Unis et de l'Europe.

« Il est difficile de cultiver la terre quand on a les mains attachées dans le dos », dit-elle.

Le programme d'Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole, qui s'élevait actuellement à 1,1 milliard, devrait être doublé et rendu plus accessible, a déclaré Mme McDonough avant de quitter la région pour se rendre à Terrace, en Colombie-Britannique.

Seulement environ 20 % des agriculteurs admissibles ont reçu des paiements en vertu de ce programme complexe.

L'Alliance canadienne, comme son prédécesseur, le Parti réformiste, menace sérieusement le NPD en Saskatchewan, ainsi que dans



Le chef conservateur Joe Clark et sa femme Maureen McTeer, à gauche, s'entretiennent avec des gens du troisième âge, à Calgary.

d'autres régions de l'Ouest du pays.

Des vues étroites

En Alberta, le chef conservateur Joe Clark a entrepris la bataille ardue qu'il devra livrer dans sa circonscription de Calgary-centre en dénonçant le commentaire fait par un membre de l'Alliance canadienne à l'égard d'un candidat conservateur homosexuel.

Jeudi soir, à Toronto, un membre de l'Alliance canadienne, Kevyn Nightingale, a déclaré publiquement à un candidat conservateur gai, Randall Pearce: « Statistiquement, vous êtes un déviant. Ce commentaire montre que l'Alliance canadienne a des vues étroites, a déclaré Joe Clark vendredi, lors d'un déjeuner réunissant des gens d'affaires de Calgary.

Quelles que soient les prétentions de l'Alliance canadienne, a-t-il ajouté, « il ressort constamment de ses actions et de ses déclarations que c'est un parti aux vues très étroites. Il n'unirait pas les Canadiens, il les diviserait. Les conservateurs tirent de l'arrière dans Calgary-centre, où M. Clark affronte un député de l'Alliance, Eric Lowther.

M. Clark dit espérer que les électeurs « voudront travailler avec le leader d'un parti national qui aura un rôle très influent au Parlement — peut-être comme leader du gouvernement ».

Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, n'a pas caché sa préférence pour le leader de l'Alliance canadienne, Stockwell Day. Joe Clark reconnaît que c'est un désavantage. « Je préférerais que M. Klein soit dans mon camp, ou qu'il fasse preuve de neutralité comme

Mike Harris en Ontario, dit-il. Mais ce n'est pas ce qu'il a fait, alors il va bien falloir l'accepter. M. Clark ajoute que malgré la position adoptée par Ralph Klein, plusieurs autres conservateurs provinciaux l'appuient au niveau fédéral. « La présence de Dave Hancock ici, aujourd'hui, en est une preuve », a-t-il souligné. Le procureur général de l'Alberta faisait partie des 170 personnes du milieu des affaires qui assistaient au déjeuner dans un hôtel du centre-ville de Calgary.

Un sondage qui a été rendu public jeudi indiquait que les conservateurs ne recueillaient que huit pour cent de l'appui des Canadiens.

M. Clark devait assister hier soir à une réception pour les conservateurs de l'Alberta. Stockwell Day devait arriver dans la région environ une heure plus tard.

PORT DE MONTRÉAL

Duceppe réclame des explications

ALEXANDRE SIROIS

POINTE-AU-PÈRE — L'infiltration du crime organisé au Port et aux aéroports de Montréal a poussé Gilles Duceppe, hier, à réclamer des explications au ministre responsable de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, Martin Cauchon.

« Me semble-t-il qu'il (M. Cauchon) devrait être le premier à exiger des mesures plus musclées. À intervenir sur cette question. Je ne comprends pas son attitude », a déclaré le chef du Bloc québécois.

M. Duceppe, en tournée dans la région de Rimouski, réagissait au dévoilement d'un rapport selon lequel l'infiltration du crime organisé au Port de Montréal et aux deux aéroports aurait pris une ampleur démesurée.

Mercredi, en entrevue à TQS, M.

Cauchon avait critiqué l'acharnement du chef bloquiste à réclamer une loi antigang, affirmant qu'il « est le seul à continuer à crier sur la question ». Il avait ensuite soutenu que le Canada est vu comme « un leader » sur le plan de la lutte au crime organisé.

« Je lui demande de s'expliquer, a riposté hier M. Duceppe. Parce que je comprends mal qu'il y a 48 heures, il disait que je suis le seul à me préoccuper (...) du crime organisé, et qu'en même temps il avait en main ce rapport. »

Pour M. Duceppe, le ministre aurait dû prendre les choses en main: « Lancer un cri d'alarme, je pense, et d'autre part, exiger une véritable loi anti-gang, a-t-il fait valoir. Ça, c'est important. Mettre plus de mesures, plus d'argent et plus de moyens entre les mains des policiers. »

Pour un référendum

Tout au long de la journée d'hier, M. Duceppe a par ailleurs persisté à faire le lien entre une victoire du Bloc aux prochaines élections et la tenue éventuelle d'un référendum au Québec, tout en accusant Jean Chrétien de vouloir gagner ses élections « sur le dos du Québec ».

« Je pense qu'une victoire du Bloc, et j'en suis intimement convaincu, va contribuer puissamment à la tenue d'un référendum, et j'ai confiance que ce référendum, je le répète, se déroule durant le mandat du Bloc qui vient », a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Rimouski.

Plus tard, à Pointe-au-Père, le chef du Bloc a affirmé qu'une « victoire » du Bloc se traduirait par l'élection d'un plus grand nombre

de députés bloquistes le 27 novembre. En 1997, le Bloc avait remporté 44 sièges, dix de moins qu'en 1993.

M. Duceppe a estimé que l'adoption d'un discours axé sur un référendum ne ferait pas peur aux anciens électeurs conservateurs. Il est convaincu que des souverainistes ont voté pour le PC aux dernières élections fédérales. « On n'a qu'à regarder les mathématiques et on le voit », a-t-il lancé.

M. Duceppe a aussi poursuivi sa joute verbale des derniers jours avec le premier ministre, en l'accusant cette fois de s'en prendre au Québec pour satisfaire le reste du Canada. « Je pense que c'est une constante chez Jean Chrétien de s'attaquer au Québec et au mouvement souverainiste, dans le reste du Canada, pour gagner ses élections sur le dos du Québec », a-t-il dit.

L'AUTRE CAMPAGNE

Son grand frère jouait au hockey

André Béliveau, candidat dans Drummond

PAUL ROY

QUÉBEC — En 1953, il n'y avait qu'une seule télé sur tout le boulevard Sainte-Croix à Victoriaville. Elle était plantée dans le salon des Béliveau, une famille comme d'autres de l'époque: deux parents, huit enfants.

André Béliveau était le plus jeune des Béliveau. Il avait cinq ans. C'était son grand-frère Jean, de 17 ans son aîné, qui avait offert l'appareil à ses parents. Jean était un joueur de hockey.

Le samedi soir, neuf des dix Béliveau et tous leurs voisins regardaient ensemble le match du Canada à la télévision. Le dixième Béliveau, Jean, était avec eux. Mais en noir et blanc, dans la télé. On n'avait pas à voir le numéro 4 sur son chandail. On le reconnaissait à ses grandes enjambées, à l'ampleur des mouvements de ses bras.

« Béliveau remet à Geoffron... » André Béliveau était trop petit pour voir l'action. Il n'y comprenait d'ailleurs pas grand chose. « Mais de temps en temps une âme charitable me mettait sur ses épaules. »



André Béliveau

PHOTO La Tribune

Aujourd'hui, André Béliveau a 52 ans et vit à Drummondville. Représentant commercial, il vient d'obtenir l'investiture libérale dans Drummond.

— Est-ce que ça vous aide d'avoir Jean Béliveau comme frère? — Bien sûr. Depuis que je suis petit gars, ça me colle à la peau.

La voix est assez semblable, une voix claire. Mais André est plus petit que Jean: il fait six pieds.

Et il prétend être plus connu pour ses propres réalisations dans la région — il est entre autres le président-fondateur de Réseau plein air Drummond (pistes cyclables) — que pour être le frère du « Gros Bill ».

« Je suis du type à m'impliquer, dit-il. Quand on a fondé le Réseau plein air, on était six autour de la table chez moi. Et le premier 100 \$, c'est moi qui l'ai mis. »

— Pourquoi le Parti libéral? — Parce que je crois que le Québec va se développer à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur du Canada. La souveraineté, les gens veulent plus entendre parler! — Et Jean Chrétien? — Je n'ai aucun problème avec lui. C'est le boss et je le respecte. Quand j'ai annoncé ma candidature, je n'ai pas attendu de savoir s'il restait ou s'il partait. »

Jean Béliveau, qui vient de remporter une victoire contre un cancer de la gorge, était présent à la soirée d'investiture de son jeune frère.

« Va-t-il vous aider durant la campagne? »

— Il m'a assuré que oui, il attend mon appel. Il m'a dit: Si t'as besoin, tu m'appelles. »

Le Bloc québécois a remporté les deux derniers scrutins dans Drummond. En 1997, l'actuelle députée et candidate bloquiste, Pauline Picard, avait remporté la mise avec 3800 voix de majorité sur le conservateur, et plus de 8000 sur le libéral, qui avait fini troisième.

Drummond est une circonscription fédéraliste, affirme toutefois André Béliveau. « C'est l'effet Charrest (l'actuel chef du PLQ était le chef du Parti conservateur en 97) et la division du vote entre les bleus et les rouges qui a fait que le Bloc est passé. Mais cette fois-ci, ça n'arrivera pas. On s'en occupe. »

— Vous considérez-vous comme un joueur de centre? — (Il pouffe de rire) Est bonne!

Disons que je suis un gars qui a des idées et qui est capable de les amener à bon port. »

À Ottawa, genre?

ÉLECTIONS 2000 > 30 JOURS AVANT LE VOTE

CHAUD ! 

Saint-Lambert : un comté libéral dans la mire du Bloc

MARIE-CLAUDE LORTIE

Que feront les quelque 8000 électeurs du comté de Saint-Lambert qui ont voté pour les conservateurs en 1997 ? Telle est la question qui risque de déterminer qui remportera cette circonscription de la Rive-Sud, cette fois-ci.

Saint-Lambert, avec ses quelque 50 000 électeurs, n'est pas un comté hautement multiethnique comme certains comtés montréalais, mais socio-économiquement, ce n'est pas un comté homogène. Composé des municipalités de Saint-Lambert et Greenfield Park où sont la très vaste majorité des 12 000 anglophones du comté, de Lemoyne et d'une partie de Longueuil, il compte un bloc de gens aisés au sud et à l'ouest (qui élisent le libéral André Bourbeau aux élections provinciales) et des gens moins fortunés au nord et à l'est, dont plusieurs chômeurs et des familles monoparentales, qui élisent au provincial la ministre Pauline Marois et la députée péquiste Cécile Vermette.

Aux dernières élections, les appuis des libéraux se sont concentrés dans la moitié sud-ouest, alors que la partie nord-est a voté en majorité pour le Bloc.

Après cette lutte, les libéraux de Yolande Thibeault (la belle-soeur de feu Olivette) ont remporté le comté par seulement 978 votes. C'est peu et c'est pourquoi le Bloc québécois, qui est arrivé deuxième avec 39 % des faveurs, a mis le comté sur sa liste de priorités.

Le Parti québécois met l'épaulé à la roue. Les ministres Bernard Landry et Pauline Marois rendront tous les deux visite au candidat Christian Picard, un jeune homme de 34 ans membre du personnel politique du Bloc à Ottawa depuis sept ans, la semaine prochaine. L'organisation péquiste est sur le terrain, les affiches étaient prêtes avant celles des adversaires. « On veut absolument gagner ce comté », résumait M. Picard, hier, en entrevue à son bureau de Longueuil.

Mais la partie n'est pas gagnée d'avance.

Depuis les dernières élections, un nouvel acteur est apparu sur la scène et pourrait brouiller les cartes : Nic LeBlanc, un ancien député conservateur de Longueuil converti au Bloc en 1990, qui est resté à Ottawa de 1984 à 1997 et ne s'est pas présenté aux dernières élections. Il revient aujourd'hui sous la bannière de l'Alliance canadienne.

Pourra-t-il être élu ? D'après les sondages actuels, il y a lieu d'en douter. Mais ira-t-il chercher assez d'appuis aux libé-



Dans son porte-à-porte, la députée libérale sortante Yolande Thibeault prône les vertus de la continuité.

raux pour faire passer le Bloc ? Ira-t-il chercher assez de voix du Bloc pour consolider les libéraux ? Ira-t-il uniquement chercher des votes conservateurs ?

Décentralisation tranquille

Le parti de Joe Clark présente un candidat, Walter Sterling, un avocat criminaliste anglophone de 41 ans diplômé de l'UQAM, qui proclame son « amour pour le Québec ». Sterling cherchera à faire bouger le vote fédéraliste qui penche généralement pour les libéraux mais qui pourrait être « tanné » de Jean Chrétien. « Je vais leur dire qu'il y a une autre option réaliste », dit-il.

Nic LeBlanc, lui, courtisera les anciens conservateurs et les libéraux en leur disant que Stockwell Day représente la paix constitutionnelle et la décentralisation tranquille. Et « je leur expliquerai qu'on n'est pas des méchants d'extrême droite ». Selon M. LeBlanc, la clarification est nécessaire à cause des impressions que propage l'adversaire.

Yolande Thibeault, elle, prônera la continuité, en faisant du porte-à-porte. « C'est la partie que je préfère », dit cette ancienne organisatrice professionnelle de tournois de golf, qui est l'adjointe numéro trois du président de la Chambre des communes.



Christian Picard, 34 ans, candidat du Bloc dans Saint-Lambert, a l'organisation péquiste derrière lui pour conquérir un comté perdu de justesse aux libéraux en 1997.

La famille canadienne-française est là pour rester, affirme Chrétien

HUGUETTE YOUNG
Presse Canadienne

MONCTON — Accusant les souverainistes de vouloir laisser tomber les francophones hors Québec, le premier ministre Jean Chrétien a promis hier de défendre les Acadiens et les francophones de l'extérieur du Québec.

Lors de visites à Scoudouc et à Moncton, le premier ministre Chrétien a tenté de marquer des points chez les Acadiens en rappelant les engagements des libéraux et agitant le spectre d'un nouveau référendum sur la souveraineté.

Il a d'abord accusé le Bloc québécois de cacher son option souverainiste pendant la campagne électorale. Puis, il a ajouté que le Bloc voulait « nous rasseoir sur la chaise du dentiste » et faire « souffrir » les Acadiens avec leur « perceuse référendaire ».

« La famille canadienne-française est là pour rester, a-t-il déclaré devant quelques centaines de personnes à Moncton. C'est pourquoi nous nous sommes battus pour le bilinguisme, c'est pourquoi nous avons inscrits les droits aux francophones hors Québec d'avoir leurs écoles françaises partout au Canada parce que notre fierté française, canadienne-française est là pour rester et nous allons continuer à nous battre. » « Quand je pense qu'il y en a qui sont prêts à laisser tomber les francopho-

nes hors Québec. Moi, je pense que ce qui fait la force du Canada, l'image du Canada, c'est que nous avons été capables de vivre entre francophones et anglophones avec deux langues officielles dans le respect les uns des autres. Et c'est ça le futur mes chers amis. »

Soulignant qu'il avait des « convictions profondes » au sujet du bilinguisme et des droits des minorités francophones, il a invité les Acadiens à donner un « mandat au Parti libéral » pour continuer « à bâtir de pays ».

Rappelons que la commissaire aux langues Dyane Adam a toutefois fortement critiqué le gouvernement dans son dernier rapport annuel, parlant d'un « recul du bilinguisme et d'une performance inacceptable des libéraux » à ce chapitre.

M. Chrétien a été applaudi chaleureusement pendant plusieurs minutes. Pour combler une salle à moitié vide, les libéraux étaient allés chercher du renfort dans une école secondaire située juste à côté.

« Cadavres encore chauds »

Il a qualifié « d'ignoble » les déclarations passées de l'auteur souverainiste québécois, Yves Beauchemin. Ce dernier avait traité les minorités francophones vivant à l'extérieur du Québec de « cadavres encore chauds ».

« Je vois par vos applaudissements que

celui qui a écrit cette fameuse phrase absolument ignoble que les francophones hors Québec étaient presque morts, qu'il fallait constater leur décès. Il a eu terriblement tort », a lancé M. Chrétien.

Plus tôt dans la journée, M. Chrétien est allé donner un coup de pouce électoral à Dominic LeBlanc, le fils de l'ex-gouverneur général Roméo LeBlanc qui se présente dans Beauséjour-Petitcodiac, l'ex-comté de M. Chrétien de 1990 à 1993.

L'actuelle députée, Angela Vautour, une néo-démocrate, est passée chez les conservateurs. Selon l'ex-premier ministre libéral du Nouveau-Brunswick, Camille Thériault, M. LeBlanc a de fortes chances de l'emporter cette fois. Selon lui, les coupes à l'assurance-emploi qui ont suscité une vague de mécontentement dans la région atlantique, ne sont plus un enjeu. M. Chrétien a renforcé ce message devant une assemblée publique où il a souligné que les conservateurs et les néo-démocrates n'étaient pas pertinents dans la course électorale.

Visitant l'usine Westwood Industries, une compagnie qui fabrique du meuble pour le géant IKEA grâce à une subvention d'un million de dollars de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Son but : démontrer que les programmes de l'Alliance canadienne qui veulent en finir avec les agences de développement régional serviraient mal la région.

De quoi déchanter



PHILIPPE DUBUISSON
LA CAMPAGNE ÉCONOMIQUE

L'arrivée de Stockwell Day sur la scène politique fédérale promettait de renouveler le discours économique. Ses propositions originales de réforme de la fiscalité canadienne, conjuguées à des surplus budgétaires imposants, laissaient présager un débat de fond sur la gestion de l'économie canadienne au moment où celle-ci est en pleine mutation technologique. Une semaine après le déclenchement des hostilités, il faut déchanter : cette campagne électorale est davantage marquée par les attaques salissantes que par la qualité de ses débats économiques.

Le chef de l'Alliance canadienne a passé beaucoup plus de temps cette semaine à attaquer la personnalité, l'intégrité et la feuille de route du premier ministre Jean Chrétien qu'à défendre son programme électoral. Et la remontée de son parti dans les intentions de vote, s'il faut en croire les derniers sondages, est de nature à l'encourager à persister dans cette voie. Sur le strict plan électoral, il a probablement raison : les Canadiens se demandent encore pourquoi ils sont appelés aux urnes si tôt dans le mandat libéral si ce n'est en raison de l'ambition personnelle de Jean Chrétien d'être le premier chef à remporter trois majorités successives depuis Mackenzie King.

D'autant plus que Stockwell Day a obtenu peu de succès à promouvoir son programme fiscal qui, lorsqu'on y regarde de plus près, manque de transparence. Il a notamment perdu en crédibilité en effectuant un repli par rapport à son engagement initial d'introduire un taux d'imposition uniforme de 17 % sur les revenus des particuliers. L'Alliance canadienne propose maintenant un deuxième taux de 25 % appliqué sur les revenus supérieurs à 100 000 \$ tout en relevant de 7231 \$ à 10 000 \$ l'exemption personnelle de base.

Aujourd'hui, Stockwell Day tente de convaincre la population qu'il tient à maintenir un certain degré de progressivité au régime fiscal canadien, qui consiste à appliquer un taux marginal de taxation supérieur sur les revenus élevés. Ce faisant, il contribue lui-même à discréditer la proposition d'un taux d'imposition unique qui, malgré ses défauts, mérite d'être analysée dans un débat sur la réforme de la fiscalité canadienne.

L'incohérence des propositions fiscales et budgétaires de Stockwell Day n'est pas de nature non plus à stimuler un débat d'idées. Le succès remporté par les libéraux avec le livre rouge de 1993 aurait dû convaincre le chef allianciste de l'importance de se lancer en campagne électorale avec un programme détaillé, ne fut-ce que pour éviter de prêter le flanc à la critique. Or, les réductions d'impôt promises par l'Alliance canadienne, jumelées au plan de remboursement de la dette, ne peuvent être financés par les seuls surplus budgétaires escomptés. A moins, bien sûr, de faire le pari douteux d'une croissance économique sensiblement stimulée par le plan fiscal allianciste. Autrement, M. Day doit préciser les compressions budgétaires nécessaires au financement des réductions d'impôt proposées.

En faisant preuve d'opportunisme en livrant un minibudget à quelques jours du déclenchement des élections, les libéraux ont aussi coupé l'herbe sous les pieds de Stockwell Day. Avec les premières réductions massives d'impôt depuis l'apparition de surplus budgétaires, les libéraux ont réussi à faire porter le débat, non pas sur la nécessité d'alléger le fardeau fiscal des contribuables, ce qui est maintenant acquis, mais sur la façon de répartir entre les contribuables le dividende fiscal tant attendu. Et sur ce plan, les propositions libérales sont davantage de nature à dégager un plus large consensus au sein de l'électorat que celles de Stockwell Day.

Tout débat sur la répartition des surplus fédéraux devient aussi caduque. L'énoncé budgétaire des libéraux prévoit déjà que l'essentiel des surplus des cinq prochaines années sera alloué aux baisses d'impôt, à la hausse des transferts aux provinces pour le financement de la santé et au remboursement de la dette. La présence de Stockwell Day sur l'échiquier politique canadien aura au moins permis au ministre des Finances, Paul Martin, de résister aux appels de l'aile gauche de son parti en faveur de nouvelles dépenses et initiatives dans tous les azimuts. En ce sens, le meilleur rempart contre un recours excessif au pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral demeure une opposition qui a d'autres priorités et qui est susceptible de devenir un parti national.

Certes, les baisses d'impôt décrétées la semaine dernière par le ministre des Finances, Paul Martin, auraient pu être annoncées plus tôt, bien avant le déclenchement des élections. Une analyse du budget de février dernier, à la lumière de la mise à jour financière incluse dans l'énoncé budgétaire du 18 octobre, permet de conclure que les libéraux ont sciemment sous-estimé les recettes fiscales pour se constituer un bas de laine en vue des élections. Ce faisant, ils pouvaient annoncer des baisses d'impôt massives juste avant les élections, que celles-ci soient déclenchées cet automne ou au printemps prochain. À ce chapitre, Bernard Landry a bien raison de parler de cynisme.

À tout prendre, il faut s'attendre à une campagne marquée par les attaques personnelles entre les chefs où plus souvent qu'autrement Jean Chrétien sera la cible. Mais à ce jeu, Stockwell Day aurait avantage à faire ses devoirs. Ses critiques à l'endroit du premier ministre, à l'époque où ce dernier était ministre des Finances, soit de 1977 à 1979, étaient hautement exagérées. En outre, le chef allianciste a aussi commis un impair en affirmant qu'à titre de Trésorier du gouvernement albertain, il avait réussi à dégager des surplus aussi bien en périodes difficiles que lors de conjonctures plus favorables. Or, sous son règne, l'Alberta n'a jamais connu de ralentissement économique...

M. Day devra éviter les exagérations s'il veut être perçu comme un chef crédible. L'électorat anglophone avait développé un épiderme sensible aux hyperboles de l'ex-premier ministre Brian Mulroney.

Stéphan Bureau, modérateur du débat en français

DENIS LESSARD

QUÉBEC — C'est Stephan Bureau qui sera le modérateur du débat que tiendront le 8 novembre, en français, les chefs des cinq principaux partis politiques en lice pour les élections.

Le tirage au sort a favorisé hier le présentateur du téléjournal de Radio-Canada, a annoncé hier le consortium de diffuseurs formé par la Société Radio-Canada et TVA pour le volet francophone et par CBC, Global et CTV du côté anglophone.

Le débat en français se tiendra de 21 à 23 heures, celui en anglais, le lendemain sera logé une heure plus tôt dans la grille

horaire, pour tenir compte du décalage horaire entre l'est et l'ouest du Canada. L'enregistrement sera réalisé au Centre national des Arts d'Ottawa.

Les deux affrontements se dérouleront selon un format identique. Cinq thèmes, qui font encore l'objet de négociations entre les réseaux et les partis, seront proposés. À chaque segment, l'animateur présentera le thème suivi d'une question d'un journaliste à laquelle chaque chef répondra à tour de rôle. Par la suite, les cinq chefs pourront échanger librement pendant 10 minutes 30 secondes. Pour chaque thème, tous pourront faire une déclaration de clôture de 30 secondes.

Ce format est identique à la formule

choisie lors du débat des chefs en 1997. Aussi de Radio Canada, Daniel Lessard, un vétéran de la colline parlementaire fédérale, fera partie du panel des journalistes, en compagnie de Lina Dib du réseau TVA.

Du côté anglophone, le débat sera animé par Ann Medina. Les journalistes seront Jason Moscovitz de CBC, Craig Oliver de CTV et David Vienneau de Global.



VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?
Courriel électronique:
elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 30 JOURS AVANT LE VOTE

La couche de téflon tient bon



VINCENT MARISSAL
ANALYSE
MONCTON

Le déclenchement hâtif est déjà oublié, les premières gaffes n'ont pas fait trop de dégât, les manifestants étaient pratiquement invisibles. Encore une fois, la légendaire couche de téflon qui préserve Jean Chrétien de la vindicte populaire a résisté à la première semaine de campagne électorale.

Il faut dire que cette première semaine a été plutôt morne, menée sans risque par le chef libéral et suivie sans grand enthousiasme par ses militants. Une semaine de réchauffement en quelque sorte, qui a connu une petite montée d'adrénaline hier avec les premiers sondages.

Les organisateurs libéraux semblaient eux-mêmes avoir été assoupi par le rythme lent de leur campagne quand, soudain, ils ont organisé une visite en impromptu dans un centre commercial, hier à Moncton. Ce premier vrai bain de foule mené au pas de course a plus surpris les gens de la place qu'il ne les a ravés.

En fait, en écoutant les commentaires ici et là, on constatait que les gens étaient plus impressionnés par l'imposante sécurité entourant le premier ministre que par ce premier ministre qui n'avait même pas le temps de discuter avec eux.

« Il va falloir que Stockwell Day remonte dans les sondages, qu'il dépasse la barre des 30 %, pour que la campagne décolle vrai-

ment », entendait-on hier à l'arrière du cockpit du 737 où s'entassaient les journalistes.

Tant que les libéraux mèneront par 15 points et plus, la course n'aura pas lieu. Le débat sur les vrais enjeux non plus. Pour le moment, le chef libéral joue de prudence, il évite de s'exposer, se contentant de réagir aux propos de Stockwell Day et de dénigrer le Bloc québécois.

Jean Chrétien se défend bien de diriger des attaques personnelles contre son adversaire de l'Alliance canadienne. Et il est vrai que pour le moment, les commentaires du premier ministre à l'endroit de son challenger se veulent plus drôles que méchants.

Mais il ne faudrait pas s'y tromper : le chef libéral a toujours envie de se battre et la retenue dont il a fait preuve en cette première semaine s'explique d'abord par l'avance de 19 points de son parti sur celui de Stockwell Day.

À 66 ans, le premier ministre sortant n'est plus la « bête politique » qu'il a déjà été, notamment en 1993, quand il a été élu premier ministre pour la première fois.

Il semble se fatiguer plus vite, ses discours de fin de soirée sont souvent ponctués d'hésitations et les médias scrutent à la loupe les moindres de ses dérapages. Le plus sûr moyen de faire réagir M. Chrétien en point de presse est certainement de lui demander comment il se sent, si la fatigue ne lui pèse pas trop.

Mais contrairement à Stockwell Day, qui est le nouveau chef d'un nouveau parti dirigé par une nouvelle organisation, M. Chrétien peut s'en remettre à son expérience et à une équipe électorale parfaitement huilée.

« Je suis le même batailleur de rue que j'ai toujours été », a-t-il lancé jeudi à Halifax au cours d'une entrevue télévisée.

La veille, à Winnipeg, il a rappelé la vieille règle non écrite de tout batailleur de rue : on ne frappe pas un adversaire au sol. « M. Mulroney dit que je suis arrogant. M. Mulroney ? Très bien. Je n'ai pas



À 66 ans, Jean Chrétien n'est plus la « bête politique » qu'il a déjà été, notamment en 1993, quand il a été élu premier ministre pour la première fois.

l'intention de l'attaquer, je n'ai pas besoin. »

Comprendre aussi : si j'avais besoin de le faire, je n'hésiterais pas une seconde. Et il n'hésitera pas, en effet, si l'Alliance canadienne continue sa progression dans les sondages.

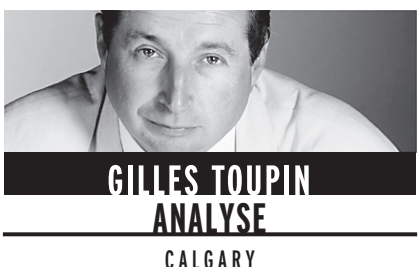
À 26 % dans les intentions de vote des Ontariens, le parti de Stockwell Day n'est qu'à quatre points de la zone critique où il

pourrait commencer à faire très mal aux libéraux. Avec 30 % du vote en Ontario, l'Alliance canadienne risque de bousculer sérieusement l'écrasante majorité des libéraux (101 sièges sur 103) et menace de rafler entre 10 et 15 comtés. C'est largement suffisant pour annuler la majorité des libéraux si ceux-ci ne font pas de gains ailleurs au Canada.

Seulement voilà, le vent électoral

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?
Courrier électronique:
elections@lapresse.ca

Un calme désarmant, une sûreté désopilante



GILLES TOUPIN
ANALYSE
CALGARY

Ceux qui ont déjà déclaré Stockwell Day hors course face à l'échéance électorale du 27 novembre prochain risquent d'avoir de grosses surprises. Le nouveau chef de l'Alliance canadienne a non seulement passé l'épreuve d'une première semaine de campagne avec succès, il s'est amélioré de jour en jour et il a démontré qu'il avait le doigt et la dextérité politiques nécessaires pour continuer à se gagner de nouveaux partisans.

Sa remontée, qui se manifeste déjà dans les premiers sondages, est le genre de petits coups de pouce qui va contribuer à bien le camper au milieu du décor politique national. Ensuite, les débats des chefs des 8 et 9 novembre viendront vraisemblablement consacrer ses talents de tribun et son aisance.

Les libéraux de Jean Chrétien, rusés et expérimentés, l'ont bien compris et c'est sans doute pour cette raison qu'ils ne lâchent pas la proie pour l'ombre depuis lundi et qu'ils donnent l'impression de mener leur campagne en fonction des attaques du jeune politicien de 49 ans.

Jusqu'à ce jour du moins, c'est Stockwell Day qui bat la mesure de la campagne. Il a choisi délibérément de ne pas se lancer sur la voie des invectives et des attaques personnelles, menant ce qu'il appelle « une campagne de respect », n'hésitant pas cependant à s'attaquer au bilan politique de Jean Chrétien, comme il l'a fait jeudi matin à Frédéricton lorsqu'il a traité le premier ministre de l'un des « pires ministres des Finances de l'histoire récente ». Il défend son programme qu'il expose en long et en large, et il le fait avec un sens de la synthèse étonnant.

C'est le style de campagne qu'il a choisi de faire, sans se préoccuper du calendrier des autres et de leurs attaques quotidiennes. « S'il fallait que je réponde à toutes les faussetés que les libéraux avancent sur moi et mes politiques, expliquait-il, je ne ferais que cela pendant toute la campagne. J'ai mieux à faire. »

Et lorsqu'on lui demande de commenter les glissements d'un Jean Chrétien lorsque le premier ministre suggère gauchement que ses amis de son comté auraient été de meilleurs citoyens s'ils avaient pu étudier, Stockwell Day répond qu'il n'est pas non plus à l'abri de ces glissements de la parole étant donné l'énorme pression d'une campagne électorale et les milliers de mots prononcés chaque jour dans le feu de l'action.



Photo PC ©

Malgré les embûches et les quelques glissades de cette première semaine, Stockwell Day a su se sortir d'embarras en un tournemain. Au-delà de l'image, il continue d'afficher fermement ses convictions en matière de fiscalité, de vie sociale ou de justice.

Ainsi, lorsque les libéraux ont réagi mercredi à son coup de théâtre qui dénonçait un livre de blagues sur les blonds présumément subventionné par le gouvernement fédéral, allant jusqu'à téléphoner aux journalistes sur la caravane de l'Alliance pour leur offrir leur version des faits, M. Day était déjà passé à autre chose, c'est-à-dire au bilan fiscal de Jean Chrétien.

C'est que malgré les embûches et les quelques glissades de cette première semaine, Stockwell Day a réussi à garder un calme désarmant, une sûreté désopilante, tout cela assorti d'une facilité remarquable à se sortir d'embarras en un tournemain.

Et puis les autobus n'ont pas dérapé et l'avion de campagne était toujours à l'heure. Les alliés ont bien compris le vieux dicton qui dit qu'un parti politique mène son autobus de campagne de la même façon qu'il mènera le gouvernement.

En début de semaine, lorsque les journalistes l'ont vu arriver avec son fond de teint retouché en permanence destiné aux caméras de télévision, ses mises en scène calculées au millimètre près comme si chaque conférence de presse devait ressembler à une carte postale — devant le parlement fédéral, devant les chutes Niagara, le complexe Guy-Favreau, l'Assemblée législative de Terre-Neuve ou le ministère des Ressources humaines à Ottawa —, ils ont cru qu'ils allaient participer à un voyage touristique sans substance.

Des convictions

Nenni ! Le monsieur de petite taille, qui porte des chaussures à semelles épaisses pour se grandir devant les caméras, sait aussi donner de l'épaisseur à ses propos. Son programme politique est conçu de telle façon qu'il offre véritablement des choix diamétralement opposés à ceux des libéraux, qu'il s'agisse de fiscalité, de vie sociale ou de justice. Stockwell Day n'hésitera pas à dire aux citoyens de l'Atlantique, comme il l'a fait à Saint-Jean de Terre-Neuve mercredi, que son parti n'est pas un chaud partisan des assouplissements au régime de l'assurance-emploi, en particulier en ce qui concerne les travailleurs saisonniers. Il leur dira, en revanche, que ses politiques fiscales contribueront à relancer l'économie de la région et que cela améliorera le sort de tous les Canadiens. Il n'essaie pas en somme de plaire à tout le monde ; il s'en tient à ses convictions, persuadé qu'il peut convaincre du bien-fondé de sa vision.

De plus, il a l'art de faire tourner le vent en sa faveur dans les situations embarrassantes. Non seulement parle-t-il bien, du moins dans sa langue maternelle, usant de ses talents d'ancien prédicateur pentecôtiste pour galvaniser la foule, s'exprimant librement sans se servir de notes ou d'un texte écrit, mais il aime rire de lui-même, ce qui n'est pas sans le rendre attachant. Il l'avait déjà démontré à Waterloo avant la campagne lorsqu'il avait été aspergé de lait au chocolat. Il l'a démontré encore mardi à Niagara Falls lorsqu'il s'est fourvoyé sur le sens du débit de la rivière du même nom. Il a reconnu simplement qu'il avait raté ce test de géographie. « Je pense que j'ai eu un B au lieu d'un A », a-t-il alors lancé. Puis, jeudi soir à Ottawa, il a déridé les 700 convives d'un dîner-bénéfice en leur parlant « des oies sauvages qui s'envolaient vers le Nord (sic) pour passer l'hiver ».

Lorsque de passage à Perth en Ontario, lundi, il a attribué à Shakespeare une citation de Charles Caleb Colton ou encore, dans la localité de Belleville, une citation de Hegel à Churchill, il a tout bonnement continué les jours suivants à truffier ses discours de citations, faisant porter en riant ses petites erreurs d'attribution à son refus de parler avec des notes.

Chrétien dans la ligne de tir du Bloc

ALEXANDRE SIROIS
ANALYSE

Si Jean Chrétien n'était pas là, les bloquistes devraient l'inventer ! Non seulement cette boutade a-t-elle encore une fois pris tout son sens au cours de la première semaine de campagne du Bloc québécois, mais elle aura rarement été aussi appropriée.

Les bloquistes ont d'emblée mis l'accent sur la critique du dernier mandat des libéraux. En revanche, ils ont délibérément choisi de ne pas s'en prendre à la formation politique dans son ensemble. C'est M. Chrétien qui est dans leur ligne de tir.

À ce titre, la première phase de la campagne publicitaire électorale du Bloc est hautement représentative de la stratégie du parti. Dans les trois réclames télévisés lancés mercredi, M. Chrétien est le bouc émissaire de la formation politique souverainiste.

Chrétien en vedette

Le Bloc veut se faire du capital politique en condamnant les cafouillages au ministère du Développement des ressources humaines (DRHC) ? Il soutient au petit écran qu'une autre affaire qu'on perd avec Chrétien, c'est l'honnêteté. Il veut décrier le projet de loi libéral (mort au feuillet) sur les jeunes contrevenants ? Il affirme que la pire affaire qu'on perd avec Chrétien, c'est le gros bon sens.

Sur le terrain, la tactique est la même. Le chef du Bloc, Gilles Duceppe, a pris presque une journée complète pour sillonner la circonscription du premier ministre et rappeler que 21 enquêtes criminelles avaient été déclenchées à la suite des problèmes de gestion à DRHC... dont quatre uniquement dans le comté de Saint-Maurice.

Pendant presque tous ses discours, M. Duceppe, alimenté par des recherches, fait ses choux gras de diverses déclarations antérieures de M. Chrétien, dont certaines remontent à 1972 ! Il a, de plus, passé une partie de la semaine en demandant au premier ministre de s'excuser pour avoir insinué qu'il fallait aller à l'université « pour devenir un citoyen formidable », même si M. Chrétien s'était rétracté peu de temps après ce faux pas.

Flirt avec les électeurs conservateurs

On sait que les gens qui pourraient voter pour Stockwell Day en ont contre M. Chrétien », indique Jean-Jacques Strélski, président de l'agence de pub PNMD, invité par *La Presse* à analyser la stratégie publicitaire du Bloc.

M. Strélski estime que les publicités bloquistes, dont la teneur reflète le ton de l'ensemble de la première semaine de la campagne, visent avant tout à récupérer le vote des anciens électeurs conservateurs, tentés par l'Alliance canadienne. Pour lui, il est évident que la stratégie ne vise pas en priorité à nuire à M. Chrétien, qui, de toute façon, « s'enferme vraiment tout seul ».

Le vote conservateur semble d'autant plus important que les plus récents sondages démontrent que l'Alliance canadienne de M. Day récupère déjà une partie des électeurs qui avaient voté pour Jean Charest aux dernières élections, et dont l'intérêt envers le PC est dorénavant proportionnel au charisme et à la popularité de Joe Clark.

Le président de PNMD est toutefois convaincu que le Bloc changera de stratégie publicitaire en cours de route, car s'il ne fait que s'attaquer à M. Chrétien, cela pourrait se retourner contre lui. Les Québécois ne sont pas de grands amateurs de publicités négatives. « Si (le Bloc) a ce ton-là pendant toute la campagne, les gens vont se lasser, croit M. Strélski. À un moment donné on voudra savoir ce qu'il propose pour le Québec et pas seulement contre Chrétien. »

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

28 octobre 2000

Page B7 manquante

Votre voiture est prête!



UNIROYAL Tiger Paw Ice & Snow

59⁹⁵\$

UN PRIX SANS MAUVAISE SURPRISE

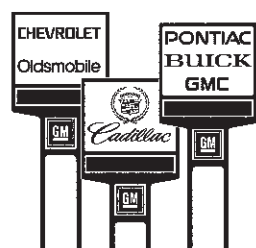
P155/80R13
P185/75R14 à 79,95 \$
P205/75R15 à 89,95 \$
Pose, valve et équilibrage inclus

Batterie ACDelco (ACD70-60) 89⁹⁵\$ INSTALLATION INCLUSE!
Garantie 3 ans

VIDANGE D'HUILE incluant une inspection en 15 points**	FREINS DURASTOP^{MC} (avant)* À partir de	ANTIGEL D'ESSENCE (150 ml)	SUPPLÉMENT D'HUILE MOTEUR (350 ml)
28⁹⁵\$	119⁹⁵\$	89¢	5⁹⁹\$
INSPECTION EN 35 POINTS Lave-glace inclus!	PARE-BOUE NOIRS pour Cavalier et Sunfire***	DÉGLACEUR DE SERRURES (300 g)	DÉTÉRSIF D'ESSENCE POUR INJECTEUR (350 ml)
54⁹⁵\$	9⁹⁹\$	6⁹⁹\$	10⁹⁹\$



Service Goodwrench
Bien fait. À temps.



1 800 463-7483

www.goodwrench.gmcanada.com

Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 31 décembre 2000. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Pour tous les détails et conditions, voyez votre concessionnaire participant du Québec. * Cette offre ne s'applique pas aux Corvettes. ** Cette offre ne s'applique pas aux Corvettes ni aux camions à moteur diesel. *** Installation en sus. ^{MC}DuraStop est une marque de commerce de ACDelco.

2897015

ÉLECTIONS 2000 >30 JOURS AVANT LE VOTE



Lucien Bouchard et Jean Chrétien, deux premiers ministres, deux visions des relations Québec/Ottawa.

La guérilla perpétuelle

Les relations Québec-Ottawa ont été orageuses au cours du second mandat de Jean Chrétien

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Cela tient du scénario de film. L'histoire finit comme elle avait commencé : les gouvernements Chrétien et Bouchard s'entendent tandis que déjà tournent les moteurs des avions de la campagne électorale.

La signature, le vendredi précédant le déclenchement des élections, d'un accord de 1,5 milliard pour un programme d'infrastructures Québec-Ottawa, n'est pas sans évoquer celle du transfert d'Ottawa vers Québec du dossier de la main-d'oeuvre, en 1997. Encore là, après des mois de négociations, tout c'était réglé dans une atmosphère électorale. Les relations Québec-Ottawa sous le dernier mandat Chrétien sont ainsi marquées de quelques états de grâce — rares pauses sur fond de guérilla perpétuelle.

Une compilation réalisée par le ministère des Affaires intergouvernementales à Québec indique qu'en quatre budgets, Ottawa a proposé près de 16 milliards de mesures aux provinces, dont le quart, grosso modo, atterrit au Québec. Vus de Québec, les coffres pleins de Paul Martin ont fait réapparaître un vieux démon — la tentation de s'immiscer dans les compétences des provinces, essentiellement pour accroître sa « visibilité », pour se rapprocher de l'électorat. « Le gouvernement Bouchard a toujours été très prompt à faire du tapage autour des accrochages, mais quand les choses se réglaient, on n'en entendait plus parler », fait cependant observer Benoît Pelletier, porte-parole libéral sur les relations Québec-Ottawa.

Quelques accords...

Le transfert vers le Québec des mesures actives dans la main-d'oeuvre, au printemps 1997, résultait d'une très ancienne réclamation du gouvernement québécois. L'atterrissage des 500 millions du fédéral ne s'est pas fait sans heurts — pressé par son propre agenda électoral de l'automne 1998, Québec avait bouclé trop rapidement sa réforme et des problèmes sérieux ont fait surface un an plus tard.

Autre moment de grâce, c'est au cours du dernier mandat qu'après des années de discussions stériles, Ottawa et Québec se sont entendus pour modifier la Constitution afin de laïciser les commissions scolaires.

D'autres ententes sont encore chaudes : en septembre, Ottawa et les provinces ont conclu un accord sur l'augmentation des transferts fédéraux destinés à la santé, accord qui représente 5 milliards de plus sur cinq ans pour le Québec. Dans la même foulée, Québec a fait placer un astérisque à une entente pancanadienne sur les fonds à la petite enfance — Québec encaissera les fonds sans être liés aux conditions fédérales. Après des mois de souque à la corde, Québec et Ottawa se sont aussi entendus sur le fonctionnement du programme de Bourses du millénaire (2,5 milliards annoncés au budget de 1998) : la fondation de Jean Monty traitera avec des fonctionnaires québécois et non avec des élus.

Au plan des relations internationales, des étincelles bien visibles ont éclaté quand Ottawa a manoeuvré pour empêcher Lucien Bouchard de rencontrer le président du Mexique, Ernesto Zedillo, à l'été 1999. Une tournée québécoise de l'ambassadeur du Canada à Paris, Jacques Roy, a aussi fait des vagues. Mais Ottawa et Québec ont fini par s'entendre sur un modus vivendi pour les négociations de l'OMC, et des échanges ont lieu sur le rôle du Québec au Sommet des Amériques, le printemps prochain à Québec. Tout cela n'a pas empêché Lucien Bouchard de participer aux tournées de Team Canada pilotées par Jean Chrétien.

L'épicentre

Quelques ententes donc, mais beaucoup de bisbille. On hésite à choisir l'épicentre du séisme, entre l'entente sur l'union sociale qui a laissé le Québec sur la touche et l'adoption du projet de loi C-20 avec lequel Ottawa voulait s'assurer de la « clarté » du processus référendaire.

Union sociale d'abord. À la fin 1998, le gouvernement Chrétien emporte l'adhésion des provinces autour d'un texte qui reconnaît le pouvoir fédéral de dépenser dans les domaines de compétence des provinces. Isolé, le gouvernement Bouchard, avec l'appui de Jean Charest, refuse une telle redéfinition des rapports entre Ottawa et les provinces.

La loi C-20, adoptée en juin dernier à Ottawa, a été l'occasion d'une autre collision. C'était l'aboutissement du « plan B » par lequel Ottawa voulait baliser une éventuelle sécession du Québec. Avec C-20, le Parlement du Canada s'est donné le droit d'évaluer la clarté de la question référendaire et le sens du résultat. L'opposition libérale avait aussi désapprouvé Ottawa, sans suivre le gouvernement Bouchard dans sa stratégie de riposte — le projet de loi 99, destiné à affirmer la prérogative de l'Assemblée nationale.

Au niveau administratif, les accrochages récents sont plus petits, mais aussi plus fréquents. Le budget Martin de février dernier faisait apparaître plusieurs mines sous la forme d'un programme de chaires de recherche universitaire, 900 millions au pays.

Les congés parentaux sont toujours au centre d'un litige acrimonieux. Selon la ministre Pauline Marois, Québec pourrait fournir un programme plus généreux et mieux conçu s'il pouvait compter sur les 500 millions que contribuent chaque année les travailleurs québécois au programme fédéral. Mme Marois menaçait Ottawa de poursuites judiciaires récemment, car la loi fédérale prévoit un droit de retrait pour ceux qui peuvent bénéficier d'un programme privé aussi généreux. Mais Ottawa avait déjà décidé d'aller de l'avant — la publicité du programme fédéral d'assurances parentales est déjà en ondes.

D'autres fronts

Le budget fédéral de 1999 a dessiné plusieurs fronts dans le domaine de la santé, Ottawa créant une flopée d'instituts et d'organismes chargés d'améliorer la recherche et l'échange d'informations sur le sujet.

Une autre guerre, petite, mais longue : l'affrontement sur le logement social. En 1996, Ottawa se désengageait de ce secteur. Depuis, Québec réclame 100 millions par année pour l'entretien des HLM.

Le budget fédéral de 1997 mettait en place une prestation fiscale pour enfant destinée aux ménages à faibles revenus, une stratégie qui a fait grincer des dents à Québec. Autre initiative d'Ottawa, la Fondation canadienne pour l'innovation, qui distribue grosso modo 300 millions par année au Québec. Le mode de sélection des projets à subventionner a été critiqué par le ministre québécois de la Recherche, Jean Rochon.

À ces accrochages récents, s'ajoutent de vieilles réclamations québécoises, rangées depuis longtemps dans le placard. Par exemple, Québec exige 34 millions d'Ottawa pour les frais engendrés par la crise d'Oka. Les travaux d'agrandissement du Palais des congrès de Montréal avaient été lancés avec l'engagement fédéral d'une contribution de 58 millions, un montant que Québec attend toujours.

Premier à s'harmoniser à la TPS fédérale, le Québec espère encore une compensation pour la perception qu'il effectue de la taxe fédérale, puisqu'Ottawa a donné par la suite un milliard à trois provinces maritimes. Enfin, le Québec continue de demander un remboursement de 435 millions pour les dommages causés au réseau d'Hydro-Québec par la tempête de pluie verglaçante de janvier 1998.

ÉLECTIONS 2000 > 30 JOURS AVANT LE VOTE

Menacé de disparition, le Parti conservateur n'a jamais eu de racines véritables au Québec

ANALYSE

PIERRE VENNAT

La défection vers les rangs libéraux de trois des quatre députés conservateurs du Québec élus en 1997 aux côtés de Jean Charest ne doit pas surprendre. Guy Saint-Julien les avait déjà précé-

De même, il n'y a pas lieu de s'étonner que d'autres anciens conservateurs québécois se soient rangés du côté de l'Alliance canadienne, dont l'ex-député Nic Leblanc, élu une première fois sous la bannière conservatrice avant de passer brièvement au Bloc québécois.

C'est que, depuis l'arrivée de Wilfrid Laurier à la tête du Parti libéral du Canada en 1887, le Parti conservateur n'a jamais eu de véritables assises au Québec.

Celles-ci avaient commencé à s'effriter dès 1873, avec le décès de

George-Étienne Cartier, le fidèle lieutenant francophone du premier ministre conservateur John A. Macdonald.

La crise de la conscription de 1917 ne fit qu'accentuer le phénomène. Comme on peut le lire dans *l'Histoire générale du Canada*, dont l'édition française était dirigée par Paul-André Linteau, le point faible de Robert Borden était le Québec. Il parlait un français rudimentaire et éprouvait des difficultés à comprendre le point de vue des Canadiens français.

«Le fait que les conservateurs québécois (du temps) sont pour la plupart des politiciens dépassés n'atténue en rien ce problème. Ne pouvant s'adjoindre Henri Bourassa, qui ne s'est pas présenté à l'élection de 1911, il est forcé de se rabattre sur des gens de moindre calibre.»

Du pur don quichottisme

Arthur Meighen et R. B. Bennett, qui eux aussi furent premiers ministres conservateurs dans la première partie du XX^e siècle, ne réussirent pas à remporter le cœur des Québécois, pas plus que Drew.

Pierre Sévigny, qui fut plus tard ministre associé de la Défense dans le cabinet Diefenbaker, raconte dans *Le Grand Jeu de la politique* que s'étant porté candidat conservateur en 1949, «se réclamer du parti progressiste-conservateur, à cette époque, tenait du pur don quichottisme. Le parti n'avait pas de programme, et encore moins d'organisation politique».

Aux élections de 1949, le Québec n'avait élu que deux conservateurs. En 1953, la situation semblait tout aussi désespérée, même si le parti avait réussi à doubler ce nombre.

Pour sa part, Jacques Flynn, dans son ouvrage *Un Bleu du Québec à Ottawa*, explique qu'après la démission de George Drew, en 1956, le parti était très peu structuré au Québec et y faisait piètre figure.

Rencontrant John Diefenbaker lors d'un déjeuner au Club de la garnison à Québec, des militants bleus firent savoir à Diefenbaker qu'il ne pouvait espérer mieux qu'un appui marginal du Québec, en raison de la perception négative que l'on y avait de lui. «Ce qui gâcha définitivement le climat fut

l'invitation que l'un de nous lui fit de renoncer à sa candidature.»

Le 10 juin 1957, lorsque Diefenbaker fut porté au pouvoir, il n'avait fait élire que neuf députés conservateurs au Québec, soit à peine cinq de plus qu'en 1953. C'est que, même sous l'Union nationale de Maurice Duplessis, l'électorat unioniste appuyait massivement Louis Saint-Laurent à Ottawa, bien que celui-ci fut libéral.

Furieux du piètre résultat, Diefenbaker ne nomma dans son premier cabinet que deux ministres québécois, William Hamilton, un anglophone, et Léon Balcer. Quelques mois plus tard, voulant corriger son tir, Diefenbaker nomma Paul Comtois ministre des Mines et Relevés techniques.

Les exceptions

En 1958, par sa volonté d'associer son destin à celui des vainqueurs, d'autant plus que Louis Saint-Laurent avait été remplacé par un anglophone, Lester B. Pearson, Maurice Duplessis prêta sa machine électorale aux conservateurs et ceux-ci firent élire cinquante députés sur 75 au Québec.

Mais cette vague bleue fondit dès le scrutin suivant et ne put se répéter ni sous Robert Stanfield, ni sous Joe Clark.

À tel point que lorsque Joe Clark l'emporta sur Trudeau en mai 1979, il n'avait fait élire que deux députés au Québec, Roch LaSalle et Heward Graftey, qu'il nomma ministres. Il dut démissionner les deux autres, Jacques Flynn et Martial Asselin au Sénat, et il nomma également Robert de Cotret en attendant qu'il ne soit élu.

Bien sûr, par la suite, Mulroney renversa la vapeur.

Mais comme l'illustre bien John Sawatsky, dans son ouvrage intitulé *Mulroney: le Pouvoir de l'ambition*, c'est que pour des milliers de Québécois, surtout après le débat télévisé avec Ed Broadbent et John Turner, Brian Mulroney était bien plus proche d'eux que les deux autres. L'échec du lac Meech devait changer tout cela. Même Jean Charest ne réussit pas à renverser la vapeur en 1997. Charest parti, il ne reste plus au Québec, que les descendants du vieux fond bleu de 1950...

LE PHYSIQUE DE L'EMPLOI AVEC LE **PATHFINDER**

- MOTEUR V6 DE 250 CHEVAUX – LE PLUS PUISSANT DE SA CATÉGORIE
- RADIO AM/FM/DC AVEC 6 HAUT-PARLEURS, 100 WATTS ■ JANTES EN ALLIAGE 16 PO ■ SYSTÈME ANTIVOL ET ANTIDÉMARRAGE AVEC CLÉ À PUCE ■ DISPOSITIF ANTI-BLOCAGE DES ROUES «TOUT TERRAIN»
- CLIMATISEUR ■ ENSEMBLE ÉLECTRIQUE ■ DIFFÉRENTIEL AUTO-BLOQUANT ARRIÈRE ■ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

2001

409\$

PAR MOIS

LOCATION 36 MOIS*
OU FINANCEMENT À PARTIR DE **4,8% ****



TOUJOURS PLUS LOIN.

NISSAN À LA PUISSANCE 2001

*Location de 36 mois pour le Pathfinder XE 2001 (5CLG51 AA00). Acompte ou échange équivalent de 4995\$. Limite de 24 000 km par année avec 0,08\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement à partir de 4,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. †D'après des comparaisons avec l'année-modèle 2000. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

ENCANS

ENCAN PUBLIC
IMPORTANTÉ INSTALLATION DE DISTRIBUTION ET D'ENTREPOSAGE
3226727 CANADA INC. (CHAUSSURES AGNEW)
215, rue Gilbert, West Loma (Ontario)
à 20 minutes à l'ouest de London, en Ontario
DATE DE L'ENCAN : Le mardi 14 novembre 2000, à 11 h
INSPECTION : LE LUNDI 13 NOVEMBRE 2000, DE 8 H À 16 H
AU PROGRAMME
CONVOYEURS - PORTE-CHAUSSURES - ÉTAGÈRES - REMORQUES DE 40 ET 6 PI - APPAREILS D'ÉCLAIRAGE - ÉQUIPEMENT POUR MAGASINS DE CHAUSSURES AU DÉTAIL - BUREAUX - ASSORTIMENT DE CHARIOTS ÉLÉVATEURS AU PROPANE ET À L'ÉLECTRICITÉ - ETC.

JOHN DE RONDE MG MARTIN INC. ASSOCIATES
TEL. (905) 825-5449
TELEC. (905) 825-2537
TEL. (514) 990-8202
TELEC. (514) 990-8203

Encan
Tout doit être vendu par encan public dans plusieurs dossiers et pour notre propre compte.
100 sections d'étagères d'entrepôt 12' haut x 42" profond, barres 6" x 10", 1 remorque 53' avec réfer (inspectée), 1 remorque 32' (inspectée).

Encan pour le PUBLIC
Samedi 4 novembre 2000 à 9 h 30
Pus de 100 unités — 1992 à 2000 AUTOS / VANS / PICK-UPS /
(Plusieurs avec balance de garantie du manufacturier)
Chaque véhicule soumis à un essai routier
Mandats: Banques — Caisnes pop. — Inst. fin. — Syndics de faillite — Grossistes — Saisies légales et ventes sous contrôle de justice (aucun véhicule de particulier)

VENTE DE FAILLITE
MULTIPIECES ALAIN
370 Morin, St-Pie
1990 Magic sie à panneaux modèle SM-32, 10' 5", lame 13"
Aussi 1984 Morbidelli perceuse multiple modèle 4513 28 têtes, 6 900\$

ENCAN LIQUIDATION GENERAL CANADA INC.
Encanteur Michel Montreuil
(450) 635-3333

BROSSEAU
ENCAN PUBLIC
1ER NOVEMBRE 2000 - 10H30
Suite aux instructions des administrateurs de
CASTEL FORD LINCOLN

AU 12455, SHERBROOKE E., POINTE-AUX-TREMBLES
VISITES: LUNDI 30 ET MARDI 31 OCT. 2000
10H À 18H
AU 12455, SHERBROOKE EST, POINTE-AUX-TREMBLES (MTL)

LISTE PARTIELLE:
ÉLÉVATEURS POUR 1 MOHAWK TP15 15000 lb 550v / 1 GIROLIFT HT9000 9000 lb CAMION ET AUTO 550v / 1 ROTARY SP12HZ 12000 lb 550v / 5 WHEELTRONIC 8020 8000 lb 220v / 1 ROTARY SP88 7000 lb 550v / 1 rampe à alignement ciseaux 7000 lb avec 2 crics centraux / 1 rampe à alignement ciseaux 1P55 5500 lb 2 crics centraux / 1 GRAND 9000 lb 220v / 1 STENHOJ DS-2 6000 lb 220v / HYDRALIFT 8000 lb 220v / etc..

ALIGNEMENT ET BALANCEMENT
Machine HUNTER D111 4 roues / machine BEAR DIMENSION 4 / machine à pneus HOFFMAN MONTY 12 / machine à pneus HOFFMAN MONTY 32 / balanceur HUNTER SYSTEM 700 / balanceur SUN 1762 / balanceur BEAM / tour à frein FMC B600 accessoires tambours / tour à frein 1469 accessoires disques / tour à frein PRO-CUT réparation sur véhicule / tresse de réparation pour véhicule ROTUNDA/ etc..

ÉQUIPEMENT D'ATELIER
Pompe pour vidanger réservoir à gaz / 2 supports à moteur / machine pour nettoyer les radiateurs / machine à graisser pneumatique / réservoir et pompe pour graisse à différentiel / recycleur air climatisé R134A / presse manuelle 25 tonnes / recycleur air climatisé / 2 ensembles de service pour injecteurs / table de travail et réservoir 1200 litres avec pompe, boyaux et pneumatique / 2 bassins pour nettoyer les pièces / baril avec entonnoir pour vidanger l'huile / bassin pour nettoyer convertisseurs de coupe et refroidisseur d'huile à transmission / presse pour démonter pièces de transmission / table hydraulique 1700 lb / 2 crics hydrauliques pour transmission / chèvre à moteur / système de drainage pour antigel / 2 récipients pour vidange d'huile / 2 crics transmission / 12 baldeuses rétractables / 13 armoires murales en métal avec 2 portes / 13 tables de travail en métal 72", 60" et 48" avec étaux / soudeuse Lincoln A/C 225 / cric de plancher 5 tonnes / meule double STRONGHARM / 2 torches acétylène avec chariots / pompe à huile pneumatique 1040 / vérificateur SNAP-ON AVR MT1560 / 2 chargeurs de batterie CANADIAN / vérificateur à injecteur (diesel) / sup. à transmission / etc..

CARROSSERIE ET PEINTURE
Chambre à peinture DEVILBISS 100XVFS ventilation de plancher (down draft), contrôle électronique, cuisson 1000 BTU CU.FT, porte double à chaque extrémité, largeur 161", longueur 300", hauteur 130" / purificateur d'air avec accessoires pour peintre / redresseur de carrosserie GUY-CHART avec accessoires / redresseur de carrosserie (état neuf) sur rail avec accessoires / séchoir double SUNKISS 22000 BTU / séchoir simple SUNKISS / machine pour nettoyer fusil / mélangeur à peinture pneumatique / cric de plancher 5 tonnes / cric de plancher 3 tonnes / soudure par points / cric de plancher 4 roues / machine à rivet pneumatique / cric à carrosserie / armoire de métal 2 portes / 2 ensembles de 2 rampes de métal pour automobile / casiers d'employés / établis de métal / aspirateur SHOP-VAC 13 gallons / machine à eau haute pression M.S. L.C. 150 C. / riveteuse pneumatique / soudeuse MIG MAGIC III CANOX / 16 chandelles / 2 chandelles 48" / 4 lumières halogènes / 2 compresseurs 7.5 cv / compresseur 5 cv / assécheur d'air DEVILBISS / etc..

DÉPARTEMENT DES PIÈCES
Mezzanine en aluminium 24"x24" / extensions de mezzanine 13'x7" et 14'x6" / comptoir de service / étagères de métal avec tablettes ajustables et crochets : 27 sections 36"x12" simples, 24 sections 36"x12" doubles (dos à dos), 8 sections 36"x18" simples / 8 sections 36"x24" simples

OUTILS SPÉCIALISÉS
Centre de diagnostic WDS 2000+ / centre de diagnostic SBDS 1984 à 1999 / manuel d'informations électroniques SBDS avec 2 stations / tous les outils spéciaux essentiels FORD / lot de manuels

ITEMS D'INTÉRÊT
Compacteur à déchets 1 verge / fournaises de chauffage au gaz naturel / filtres à air électroniques TEPCO 1250 / lumières extérieures / système d'évacuation des gaz pour le mécanisme / remorqueuse électrique pour stationnement avec chargeur / balayuse motorisée électrique pour stationnement et entrepôt TENNANT / etc..

ÉQUIPEMENT DE BUREAU
Bureau modulaire exécutif / 2 chaises / fauteuil / divan 3 places en cuir / photocopieur CANON N.P. 3325 avec alimentateur automatique et diviseur / dactylo BROTHER / 2 télécopieurs PANASONIC KX EP101/ télécopieur BROTHER M.F.C. 4500 M.L. / 16 fauteuils de tissu gris pour visiteurs / télécopieur 27" TOSHIBA / 6 modules de travail 60" pour vendeur / lot de bureaux 3 tiroirs / lot de fauteuils pivotants / lot de chaises d'attente / classeurs latéraux 3, 4, 5 et 6 tiroirs / classeurs verticaux 2, 3 et 4 tiroirs / table de conférence ovale 144" / 10 chaises de métal et cuirette / etc..

SYSTEME TÉLÉPHONIQUE
Système téléphonique NORSTAR SCI - OX32 comprenant messagerie vocale STARTALK FLASH-modèle 4, 2 appareils MERIDIAN M7208, 29 appareils MERIDIAN M7324, 21 lignes et 35 postes
CAFÉTÉRIA
6 tables pliantes 72" fini chêne / 28 chaises de patio empilables / 19 chaises de métal avec cuirette / téléviseur R.C.A. 21" / réfrigérateur GENERAL 2 portes / 4 fours micro-ondes / etc..

CONDITIONS: Dépôt 25% comptant ou chèque certifié - Balance comptant ou chèque certifié - Frais d'encan, 10% - Autres termes et conditions affichés sur les lieux.
BROSSEAU
MONTRÉAL
7077, Beaubien, #215, Anjou H1M 2Y2
Tél.: (514) 355-1909 - Fax: (514) 355-7785
brosseauinc@acncanada.net - www.encanbrosseau.com
ENCANTEUR, LIQUIDATEUR, ÉVALUATEUR
QUÉBEC
231, rue de Bordeaux, St-Augustin G3A 1V9
Tél.: (418) 878-4881 - Fax: (418) 878-1460

LIQUIDATION ÉQUIPEMENT D'ENTREPÔT NEUF ET USAGÉ
Plus de 300 sections d'étagères industrielles, 24", 30", 36", 42", 48" x 8" à 20" de haut • 5 000 tablettes de grandeurs différentes, 12" x 36", 24" x 36", 24" x 48", 30" x 36", 30" x 48" • 2 000 de convoyeur à courroie, 10" à 30" motorisé • 500 planches galvanisées, 9" x 2" de 4", 6", 8" ou 12" de long • 8 lits électriques YALE 3, 5, 6 ou 9 000 lb, 1985 • 6 transpallettes électriques RAYMOND de 1985 à 1992 • 150 transpallettes manuelles CROWN et BT • Flot Rail de 100" à 151" de long, roulettes 2" C/C • Paniers en acier de plusieurs grandeurs • Vestiaire à linge, 500 portes de disponibles • Dock plate en aluminium de différentes grandeurs • Potence et palan électriques de 1/2 à 5 tonnes • Tables ciseaux et basculantes, 4' x 6', 4' x 10' de 4 000 à 6 000 lb de capacité.
Marco ou Michel
Tél.: 1-800-822-2023
LIQUIDATION

ENCAN pour le PUBLIC
Samedi 4 novembre 2000 à 9 h 30
Pus de 100 unités — 1992 à 2000 AUTOS / VANS / PICK-UPS /
(Plusieurs avec balance de garantie du manufacturier)
Chaque véhicule soumis à un essai routier
Mandats: Banques — Caisnes pop. — Inst. fin. — Syndics de faillite — Grossistes — Saisies légales et ventes sous contrôle de justice (aucun véhicule de particulier)
ENCAN INTÉRIEUR
INSPECTION ET VÉRIFICATION PAR LES ACHETEURS
Vendredi 3 novembre 2000 de 12 h à 20 h
CONDITIONS: Dépôt de 10% à l'adjudication (min. 500 \$)
Les Enchères Automobiles de Laval
2380, montée Masson, Laval H7E 4P2
Tél.: (450) 666-1254 Fax: (450) 666-8129
www.laval-auto-auctions.com

VENTE DE FAILLITE
MULTIPIECES ALAIN
370 Morin, St-Pie
1990 Magic sie à panneaux modèle SM-32, 10' 5", lame 13"
Aussi 1984 Morbidelli perceuse multiple modèle 4513 28 têtes, 6 900\$
Maynard's
(514) 495-2314 poste 238

ENCAN PUBLIC
ÉQUIPEMENTS DE BOUCHERIE ET DE BOULANGERIE
PLUSIEURS CHAMBRES RÉFRIGÉRÉES ET CONGELÉES
Différentes grandeurs : de 8' X 10' X 8' haut à 25' X 23' X 10' haut
Le mercredi 1er novembre 2000 à 10 h 30
au 944-B, chemin Trudeau à Saint-Mathieu-de-Beloeil
(Sortie 109 de l'autoroute 20)
Lot de compresseurs et évaporateurs assortis • Condensateurs de toit, 3, 6 et 8 ventilateurs • Trancheur à charcuterie BERKELE • Hachoir BIRO • Scies à viande HOBART et BUTCHER BOY • 2 hachoirs TOLEDO • Hachoirs-mélangeurs HOBART • Dessosseur de viande HOBART • 2 façonneurs à viande • paddy machine • HOLLYMATIC • Emballeur semi-automatique TOLEDO • Station d'emballage scello METTLER TOLEDO • Balance TOLEDO • Piqueuse IDEAL • Trancheur pour poulet BIRO • Attentrisseur BIZERBA • Robot culinaire R-4 PETITE • Trancheur de marques HOBART UNIVEX et GLOBE • Chariot à viande • Tables de travail, a / l, diff. grandeurs, dessus polypro • Poussoirs à jambon • Réfrigérateur 3 p. vitres COLDSTREAM • 2 réfrigérateurs TRAUSEN à demi-p • Réfrigérateur GENERAL 2 p. vitres • Congélateur CURTIS 2 p. • Congélateur HUSSMAN 60" • Congélateur tombeau COSTAN 7" • Congélateur tombeau 66" • Présentoir réfrigéré COLDSTREAM • Mélangeur HOBART 20 ptes • Concept complet pour fabrication de beignes • Laminoirs à pâte PAVAILLER et RONDO • Diviseur à pâte • 3 étuves BAKER'S AID • Etuve ANETS • Tranche bagel OLIVER • présentoirs à beignes / pain, vitres • Plus de 25 échettes à pâtisserie et à viande • Étagères de chambre froide, a / l • Machines à glace KOLD DRAFT et ICE-O-MATIC • Four rotatif LUCKS • Rôtissoire JET AIR DOYON • réchaud • Rôtissoires BAKER'S PRIDE, HOBART et OLD HICKORY • 4 fritieuses FRYMASTER • Four pizza BAKER'S PRIDE • Fours à convection BACKBAR et BLODGETT • 2 cuisinières GARLAND 4 ronds + plaque • Cuisinière MOFFAT • Mini-four à pizza MKE • Chauffe-eau au gaz RHEEM • Grille-pain à tranches HOBART et TOASTMASTER • Vivier à froid • Caisse enregistreuse ROYAL, etc.
Inspection : Mardi 31 octobre 2000 de 9 h à 17 h
Conditions : Frais d'encan 10 %
Dépôt : 25 % argent comptant ou chèque visé
Balance : Argent comptant ou chèque visé
Obtenez une liste détaillée des équipements en consultant notre site Internet ou appelez :
BARIL, BLANCHETTE INC.
Commissaires-priseurs
944-B, chemin Trudeau, Beloeil (Québec)
Télé. : (450) 464-9899 Site Web : www.encansbaril.com
• COSTAN PAVAILLER RONDO BAKER S ANETS OLIVER KOLD DRAFT ICE-O-MATIC CURTIS

AVIS PUBLIC
EN RAISON DE LA FERMETURE:
MANUFACTURIER/CONTRACTEUR COUTURE
SERONT VENDUS PAR:
ENCAN
LE : MARDI 31 OCTOBRE 2000 À 10 H 30
AU : 9475, MEILLEUR, SUITE 502 À MONTRÉAL, P.Q.
INSPECTION : LE LUNDI 30 OCTOBRE 2000 DE 9 H 30 À 16 H 30
MACHINES À COUDRE: (2) TONDEUSES OVERLOCK RIMOLDI • OURLEUR OVERLOCK RIMOLDI • JUKI TROIS FILS • SINGER PLAIN • (3) PFAFF AUTOMATIQUES (2) CONSEW 290 AUTOMATIQUES INFORMATISEES • (2) BROTHER DB2-8873-403 INFORMATISEES • PFAFF PLAIN • PFAFF INFORMATISEE • (2) OVERLOCK JUKI MOD. 2516N • (2) RIMOLDI HAUT ET BAS • (2) RIMOLDI COUVRE-POINT avec TIREUSE • RIMOLDI SIRIO COUVRE-POINT HAUT ET BAS • MACHINE À BOUTONS JUKI • (3) OVERLOCK JUKI M03716 (5 FILS) • OVERLOCK 3 FILS WILLCOX • (9) RIMOLDI AIGUILLES MULTIPLES • (4) RIMOLDI BACK TACK • (2) RIMOLDI BACK TACK AUTOMATIQUES ORION • OVERLOCK 5 FILS RIMOLDI • (2) RIMOLDI ÉTIQUETTEUSES.
ÉQUIPEMENT: TABLES DE COUPE • (2) TABLES À REPASSER AVEC FER • ÉTAGÈRES EN MÉTAL • (2) COMPRESSEURS CABELL HAUSFIELD 20 GAL. • CHARIOTS • (15) ÉTAGÈRES À LINGE/ROUES • ÉTAGÈRES • RÉFRIGÉRATEUR • MICRO-ONDE • (2) EMBALLEUSES • HORODATEUR • CLIMATISEUR • ETC.
QUANTITÉ DE FILS VARIÉS • LINGE DE MATERNITÉ.
BUREAUX: CHAISES • CLASSEURS • ETC.
FORD ECONLINE 1995
70 000 KM. TRÈS PROPRE
CONDITIONS: 25 % COMPTANT À L'ADJUDICATION
SOLDE PAYABLE COMPTANT OU PAR CHÈQUE VISÉ
FRAIS D'ACHETEUR 10 %

ENCAN IMPERIAL AUCTION
(514) 949-6677
www.imperialauctions.com

ENCAN PUBLIC
Principalement pour notre compte et / ou celui d'autres parties intéressées
Le samedi 4 novembre à 11 h
Inspection : le vendredi 3 novembre, de 9 h à 18 h au 5025, rue Paré (à l'est de Décarie)
ÉQUIPEMENT DE BUREAU: Bureaux variés, tables pour ordinateur, chaises, photocopieurs Lanier, Konica, Monroe, grande quantité de produits de marques connues, détergers, shampooings, revitalisants, aliments pour chiens et chats, jouets et beaucoup plus.
MATÉRIEL ROULANT: Harley Davidson Softail 99, Ford Excursion 2000, BMW 740iL 99, Mercedes ML320 98, Nissan Maxima 97, grand choix de Honda, Volvo, Chevrolet, Pontiac, Toyota, 99 Chrysler Town & Country, 99 Olds Alero 92 Freightliner, camions assortis avec boîte 22 pieds, Chevy 3500, 4 x 4 diesel 96, camion Ford avec boîte élévatrice, Chevy Cube Van et beaucoup plus.
Commission d'achat de 7 %.
25% de dépôt, argent comptant ou chèque visé.
99257 Canada Ltd
(514) 343-5559

ENCAN PUBLIC
M.G. ARSENAULT ET FILS INC.
2460 RANG AUGUSTA, STE ANGELE DE PRÉMONT, Q.C.
Direction de Montréal/Audouville 46 est jusqu'à la sortie 166 "Lousville". Dans Lousville prendre la route 245 ouest "Rivière St. Edouard" jusqu'à l'Ébouloir (O.U. km. Prendre autoroute 350 est pour 10 km. jusqu'au rang Augusta sud. Tournez à droite, suivez les panneaux annonçant l'encan.
DATE DE L'ENCAN
MERCREDI LE 1ER NOVEMBRE 2000 À 11.00 A.M.
MACHINERIE DE FABRICATION
Cisaille à métal hydraulique HACO mod: TS-306, 1/4" x 10", s/n: 801381-1. Presse plieuse UNIVERSAL 160T X 10". - Presse plieuse CHICAGO mod: 70T. X 12". s/n: L-15943. - Ferrière PIRANHA mod: P3, 501, s/n: P3-2058. - Scie à ruban horiz. 12" LYNFRANC mod: LF-BS12, auto., s/n: 01177. - Saboteuse à courroie horiz. PROGRESS mod: PLC-2025 6'x96". - Presse à poinçonner PERKINS mod: 450, 35T. 1" stroke et 325 S.P.M. - Presse à poinçonner L. & J. mod: 27, 27T, 11/2" stroke et 325 S.P.M. - Presse à poinçonner L. & J. mod: 22, 22T. 1" stroke et 325 S.P.M. - Scie à ruban avec lame à souder DO-ALL mod: ML, 24". - Presse hydraulique 100 T. - Presse hydraulique MANLEY 50T. - rouleaux à cintrer 16" - perceuses - rectifieuses - sabieuses - etc..
MACHINERIE D'ATELIER
Tour TOS Mod: SM50C, 22" x 72", s/n: 4522209-01434. - Tour GOODWAY mod: GW-2080, 20" x 80", s/n: 171949. - Tour MEUSER mod: MOL37834, 20"x36", s/n: 14-3235. - Tour COLCHESTER mod: Dominion 13, 13"x36", s/n: F3-61328x. - (2) fraiseuses avec lecteur digital x y, TOS mod: FNK25A. - Fraiseuse universelle CORREA mod: F20A, s/n: 6022374. - Fraiseuse EXCELL-O mod: 602, s/n: 6022274. - Perceuse sur colonne 2" IBARMIA mod: 35CA, s/n: F3-61328x. - Rectifieuse de surface CHURCHILL mod: NS, 6"x18", s/n: 012-4435. - Perceuse hydraulique WANDICK 2", s/n: H66.
ÉQUIPEMENT DE SOUDURE
Soudeuse MILLER Mod: CP200 avec alimentateur auto refroidisseur et soc. pour aluminium. - Soudeuse MILLER Mod: Dimension 400, avec alimenteur auto, 400 amp. - Soudeuse HOBART mod: RC200, 200 amp. avec alimenteur auto. - Soudeuse MILLER 250 amp. - Couteau au plasma BECCO mod: 900. - Soudeuse LINCOLN mod: SP100. - Soudeuse avec moteur essence MILLER 350 amp.
ÉQUIPEMENT DIVERS
Four à séchage électrique SOLAR 10x4" avec 2 portes. - Compresseur WORTHINGTON, 20 HP.F. - (2) Systèmes de peinture-électro statique RANSBURG GAMMA Mod: 701-E. Système de rangement REDDY RACK. Étagères, cabanons de métal, convoyeurs, extincteurs, tables de métal, vestiaires, etc..
GRANDE QUANTITÉ D'OUTILS ÉLECTRIQUES ET À AIR.
GRANDE QUANTITÉ DE MÈCHES POUR PERCEUSES, RIMERS,
COUTEAUX ET AUTRES OUTILS DE DÉCOUPE.
Chariot élévateur au propane HYSTER Mod: G.5000 LBS. avec pneu à air. - Véhicule tout terrain POLARIS 1994 Mod: 400, 4X4. - Fourgonnette CHEVROLET 1995 Mod: LUMINA, 7 passagers. - Remorque OLYMPIQUE 1996 Formée 18' X 7' 7" avec portes latérales et arrières. - Camion FORD Mod: F350, diesel avec plate-forme en acier 12' X 8'. - Camion CHEVROLET WRANGLER Mod: R20.
JOURNÉE D'INSPECTION:
MARDI LE 31 OCT. 2000 DE 9 HRES À 16.00 HRES.
TERMES & CONDITIONS: UN DÉPÔT DE 25% EST EXIGÉ À L'ADJUDICATION EN AVANCE. LE RESTE DES CASHES DOIT ÊTRE PAYÉ À LA VENTE EN ARGENT CHÈQUE CERTIFIÉ, VISA, MASTERCARD OU D.
UNE COMMISSION D'ENCANTEUR DE 10% S'APPLIQUE SUR TOUS LES ACHATS.
ENCANTEURS INDUSTRIELS CANADIENS INC.
1-800-843-2338
TEL: 514-939-3999 EN COLLABORATION TEL: 514-395-4444
FAX: 514-939-9977 FAX: 514-395-8811
INTERNET: WWW.NOVA-AUCTIONS.COM INTERNET: WWW.CIACPC.COM
COURRIEL: INFO@NOVA-AUCTIONS.COM COURRIEL: CIACPC@TOTAL.NET



PHOTO AP

Un ouvrier guide la mise en place d'un monument de granit de cinq tonnes sur sa base dans le Brenton Point State Park à Newport, au Rhode Island, hier. Ce monument est érigé à la mémoire des 217 victimes du vol 990 d'EgyptAir, qui s'est abîmé en mer au large de l'île de Nantucket, il y a un an exactement, le 31 octobre 1999. Un service commémoratif se tiendra mardi pour les familles et les amis des victimes, parmi lesquelles se trouvaient Claude Masson, l'éditeur adjoint de La Presse, et son épouse, Jeannine Bourdaes.

Un présumé violeur retrouve la liberté

Presse Canadienne

QUÉBEC — Le présumé auteur du viol d'une adolescente de 16 ans, à Donnacona, a été remis en liberté provisoire. Pour la durée des procédures judiciaires, Yvon Laganière, 45 ans, devra demeurer chez son père, qui s'est porté garant de son fils par un engagement de 5000\$.

Les gestes reprochés à Laganière se seraient produits dans la soirée de mardi. Selon des précisions fournies par la Sûreté du Québec, l'accusé a fait monter la présumée victime qui faisait de l'auto-stop en bordure de l'autoroute 40, à la hauteur de Donnacona. L'homme aurait amené la jeune fille dans un secteur boisé, où il l'aurait violée. Une heure plus tard, il laissait sa présumée victime à Saint-Marc-des-Carières.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS

PAR ORDRE DE LA U.S. BANKRUPTCY COURT DISTRICT OF DELAWARE
ENCAN DE FAILLITE
(11) MACHINES À INJECTER DE MODÈLE RÉCENT
IMPRIMERIE • ATELIER D'USINAGE MOULES DE PRODUITS • VÉHICULES
AMAV Industries Ltée
4505, rue Hickmore
Saint-Laurent (Québec)
LE MARDI 14 NOVEMBRE À 10 H
• Machine à injecter TOSHIBA 1999 2750 tonnes, 384 oz • (3) TOSHIBA 1995 / 1993 / 1992 610 tonnes, 77 oz • (1) TOSHIBA 1992 500 tonnes, 65 oz • Grande quantité de moules de produits pour moulage par soufflage • Presse à feuille offset KBA PLANETA 1992 5 couleurs 40" • (2) machines à étiquette AQUA FLEX 1995 / 1994 10" et 8" • Couteau LAWSON M/MC-L119 • (10) chariots élévateurs TOYOTA, CLARK, HYSTER et RAYMOND • MOULES ET OUTILS POUR PRODUITS • Grande quantité de matériel connexe, ameublement de bureau, ordinateurs et plus encore!
Conditions: Commission d'achat de 10%. Encan en devises américaines.
Pour dépliant illustré et examen des biens, s'adresser à:
MICHAEL FOX INTERNATIONAL
Worldwide Asset Services Since 1946
410-655-4000 • Fax 410-655-4069
(800) 722-3334 • www.michaelfox.com

APPEL D'OFFRES PUBLIC GESTION ET OPÉRATION DES SERVICES ALIMENTAIRES

No de projet : 2000-33
HÉMA-QUÉBEC
HÉMA-QUÉBEC sollicite des soumissions pour la gestion et l'opération des services alimentaires pour son établissement situé au 4045, Côte-Vertu, St-Laurent.

CONDITIONS : Seules sont admises à soumissionner les firmes possédant les qualifications requises, ayant un lieu où le fournisseur exerce ses activités de façon permanente, clairement identifiée à son nom, accessible durant les heures normales de bureau et ayant une place d'affaires au Québec, ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, dans une province ou un territoire visé par cet accord.

DOCUMENTS : Les firmes intéressées à soumissionner pourront obtenir les documents nécessaires à la préparation de leur soumission, le lundi 30 octobre 2000, à compter de quatorze heures (14 h), au 4045, Côte-Vertu, St-Laurent.

VISITE DES LIEUX : Une séance d'information suivie d'une visite des lieux se tiendra le vendredi 3 novembre 2000 à dix heures (10 h). Le lieu de rencontre est le hall d'entrée principal au 4045, Côte-Vertu, St-Laurent.

CLÔTURE DES SOUMISSIONS : Les soumissions devront être reçues au 4045, Côte-Vertu, St-Laurent H4R 2W7, au plus tard le mercredi 15 novembre à quatorze heures (14 h), heure limite d'entrée des soumissions.

DURÉE : Le contrat visé par cet appel d'offres sera d'une durée de trois (3) ans, soit du 1er décembre 2000 au 30 novembre 2003, avec possibilité de renouvellement pour trois (3) périodes additionnelles et successives de douze (12) mois chacune.

AVIS : HÉMA-QUÉBEC ne s'engage pas à accepter la plus basse soumission ni aucune des soumissions reçues ni à réaliser l'objet du présent appel d'offres ou une partie seulement et cela sans aucun préjudice pour les demandeurs.
Nick Manzo
Directeur des achats